



STATUTS ET RÈGLEMENT GÉNÉRAL 2019

SOCIETE BELGE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS "Sabam"
Société coopérative civile à responsabilité limitée des associés
Siège social : rue d'Arlon 75-77 - 1040 BRUXELLES
Tél. : + 32 (0)2 286 82 11
Fax : + 32 (0)2 231 18 00
Site Internet : <http://www.sabam.be>
TVA : BE-0402 989 270
Registre des sociétés civiles - Bruxelles

STATUTS

Texte mis à jour suivant les modifications adoptées par l'assemblée générale du 20 mai 2019 et entré en vigueur le 20 mai 2019.

TABLE DES MATIÈRES

Objet, siège, durée	4
Associés	5
Admission	5
Sanctions	10
Démission	11
Exclusion	11
Décès, liquidation	11
Conseil d'administration	12
Élection	12
Pouvoirs du conseil d'administration	14
Délibérations (conseil d'administration)	16
Collèges	16
Commissions	19
Contrôle, commissaire	21
Mission du commissaire	21
Assemblée générale	21
Assemblée générale annuelle	21
Assemblées générales extraordinaires.....	22
Convocation des assemblées	22
Représentation et mandat	23
Bureau	23
Délibérations (assemblée générale)	23
Procès-verbaux	24
Capital social et parts	24
Historique de la part fixe du capital	24
Fonds social et culturel	25
Liquidation	25
Répartition	26
Dispositions générales	26

RÈGLEMENT GÉNÉRAL À PARTIR DE LA PAGE 27

STATUTS

Entre les soussignés et tous ceux qui, dans les conditions fixées ci-après, adhéreront aux présents statuts, il est fondé une société civile sous forme coopérative à responsabilité limitée, sous la dénomination française “Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs”, et la dénomination néerlandaise : “Belgische vereniging van auteurs, componisten en uitgevers”, en abrégé “Sabam”. Sa dénomination sera précédée ou suivie de “Société Coopérative Civile à responsabilité limitée des associés”.

CHAPITRE I

Objet, siège, durée

Article 1

La société a pour objet la perception, la répartition et l’administration de tous les droits d’auteur pour ses associés, ses mandants et des sociétés similaires.

Cette gestion collective, au sens large du terme, s’exerce sur le territoire belge ainsi que sur les territoires relevant du champ d’application des accords de réciprocité conclus avec des sociétés sœurs.

Nonobstant l’existence de contrats de représentation concernant des pays de l’Espace Economique Européen, la société a le pouvoir d’intervenir directement sur ces territoires.

Quant à la gestion des droits qu’elle tient de ses associés et mandants, elle ne s’exercera hors de l’Espace Economique Européen que sur les territoires couverts par des contrats de représentation conclus avec des sociétés correspondantes.

La société a également pour objet de conclure des mandats de perception et de répartition portant sur des catégories de droits autres que les droits d’auteur, protégés par les lois relatives à la propriété intellectuelle ou reconnus par des Conventions Internationales, ainsi que de conclure des mandats pour la perception et la répartition des droits découlant de l’exploitation de la propriété artistique.

Elle accomplit tous actes qui peuvent favoriser directement ou indirectement ses intérêts, ceux de ses associés, des mandants et des sociétés correspondantes.

Elle a également pour objet d’organiser un fonds social et culturel pour l’ensemble de ses associés ou pour une catégorie déterminée de ceux-ci.

Article 2

Le siège social de la société est établi à 1040 Bruxelles, rue d’Arlon 75-77. Il pourra être déplacé par décision du conseil d’administration.

Article 3

La société, fondée en 1922, a été prorogée une première fois pour une durée de trente ans, ayant pris cours le 30 mai 1948 (assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1948), et une deuxième fois pour une durée de trente ans, ayant pris cours le 1er mai 1971 (assemblée générale extraordinaire du 16 mai 1971). La société est prorogée pour une durée illimitée (assemblée générale extraordinaire du 4 mai 1986).

CHAPITRE II

Associés

Article 4

Il est tenu au siège social de la société un registre des parts contenant, tant pour les associés personnes physiques que personnes morales, toutes les mentions et informations prévues par le code des sociétés.

Le registre des parts peut être tenu sous la forme électronique.

Les parts sociales portent un numéro d'ordre. Elles sont nominatives, indivisibles et incessibles. Il n'est attribué qu'une seule part par associé.

Les associés qui le demandent par écrit peuvent obtenir une copie des mentions qui figurent au registre des parts et les concernent.

Cet extrait, signé par le président, un vice-président ou un administrateur délégué, ne peut servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des parts.

Article 5

Le nombre des associés est illimité.

Admission

Article 6

Pour adhérer comme associé, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

- a. être soit auteur, soit éditeur personne physique ;
soit être ayant droit intellectuel personne morale répondant aux critères fixés par le règlement général ;
soit être éditeur personne morale ;
soit être héritier, ayant droit ou cessionnaire d'un ayant droit intellectuel ;
- b. satisfaire aux conditions prévues par le règlement général ;
- c. être admis par le conseil d'administration ;
- d. avoir souscrit une part sociale, dont le quart doit avoir été libéré 60 jours au moins avant l'assemblée générale ;
- e. céder à la Sabam par contrat d'affiliation et de cession fiduciaire les droits d'auteur dont la gestion collective lui est confiée conformément aux dispositions des présents statuts ;
- f. avoir payé les frais administratifs y relatifs dont le montant est déterminé par le conseil d'administration et publié sur le site web.

Article 7

Les associés de la Sabam sont subdivisés en deux catégories internes, à savoir les associés ordinaires et les associés adhérents.

Complémentairement aux conditions stipulées aux présents statuts, les associés doivent, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, satisfaire aux conditions prévues au règlement général.

Article 8

Moyennant cession expresse de compétences par le conseil d'administration à la commission admission, le conseil accepte ou refuse la demande d'admission des candidats associés conformément aux conditions d'admission objectives et non-discriminatoires fixées dans les statuts et le règlement général.

La décision motivée d'accepter ou de refuser une demande d'admission est communiquée par écrit à l'intéressé.

Article 9

Les associés n'ont aucune responsabilité personnelle en raison des opérations sociales. Ils ne sont engagés que divisément et ne sont responsables qu'à concurrence des parts souscrites, sans solidarité entre eux ni avec la société. Ils ne peuvent faire valoir de droits sur le capital social au-delà du montant de leur souscription.

En cas de démission, exclusion ou perte de la qualité d'associé, ni les intéressés, ni leurs héritiers, ni leurs ayants droit, ni leurs créanciers ou représentants ne peuvent exiger l'inventaire, le partage ou l'évaluation du capital social. Ils n'ont que le droit au remboursement des parts concernées au montant nominal de leur libération.

Article 10

Quiconque devient associé cède à la société les droits d'auteur dont il est ou deviendra ayant droit et ce, conformément au contrat d'affiliation et de cession fiduciaire conclu entre l'associé et la société. La cession fiduciaire étant conclue dans l'intérêt premier du cédant, la société mettra tout en œuvre pour garantir la perception et la répartition correcte des droits.

Sauf réserve expresse stipulée au contrat d'affiliation et de cession fiduciaire, l'objet de la cession porte sur les droits de toutes les catégories d'œuvres suivantes, ainsi que de tous les modes d'exploitation détaillés ci-dessous.

A. Droits d'auteur

1. Œuvres musicales avec ou sans texte

- a) Le droit général d'exécution, de représentation ou de récitation, y compris le droit de représentation des œuvres cinématographiques.
- b) concernant les auteurs :
 - le droit de reproduction graphique des œuvres non éditées ;
 - le droit de reproduction graphique des œuvres éditées sur la base d'un mandat de perception.concernant les éditeurs :
 - le droit de reproduction graphique sur la base d'un mandat de perception.
- c) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- d) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports sonores.
- e) Le droit de synchronisation sur des supports de sons sur la base d'un mandat de perception.
- f) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports audiovisuels et sonores.
- g) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et d'images sur la base d'un mandat de perception.
- h) Le droit à rémunération pour copie privée.
- i) Le droit à rémunération pour reprographie.
- j) Le droit à rémunération pour prêt public.
- k) Le droit de location et de prêt.
- l) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- m) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- n) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

2. Œuvres dramatiques et dramatico-musicales

- a) Le droit général d'exécution, de représentation ou de récitation, y compris le droit de représentation des œuvres cinématographiques.

- b) Le droit de reproduction graphique.
- c) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- d) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports audiovisuels et/ou sonores.
- e) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- f) Le droit à rémunération pour copie privée.
- g) Le droit à rémunération pour reprographie.
- h) Le droit à rémunération pour prêt public.
- i) Le droit de location et de prêt.
- j) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- k) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- l) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

3. Œuvres chorégraphiques

- a) Le droit général d'exécution ou de représentation, y compris le droit de représentation des œuvres cinématographiques.
- b) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- c) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports audiovisuels et/ou sonores.
- d) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- e) Le droit à rémunération pour copie privée.
- f) Le droit à rémunération pour prêt public.
- g) Le droit de location et de prêt.
- h) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- i) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- j) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

4. Œuvres audiovisuelles

- a) Le droit général d'exécution, de représentation ou de récitation, y compris le droit de représentation des œuvres cinématographiques.
- b) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- c) Le droit de reproduction graphique.
- d) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports audiovisuels et/ou sonores.
- e) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- f) Le droit à rémunération pour copie privée.
- g) Le droit à rémunération pour reprographie.
- h) Le droit à rémunération pour prêt public.
- i) Le droit de location et de prêt.

- j) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- k) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- l) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

5. Œuvres radiophoniques

- a) Le droit général d'exécution, de représentation ou de récitation.
- b) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- c) Le droit de reproduction graphique.
- d) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports sonores.
- e) Le droit de synchronisation sur des supports de sons sur la base d'un mandat de perception.
- f) Le droit à rémunération pour copie privée.
- g) Le droit à rémunération pour reprographie.
- h) Le droit à rémunération pour prêt public.
- i) Le droit de location et de prêt.
- j) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- k) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- l) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

6. Œuvres du domaine des arts visuels

- a) Le droit de reproduction.
- b) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- c) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- d) Le droit de suite.
- e) Le droit de location et de prêt.
- f) Le droit à rémunération pour copie privée.
- g) Le droit à rémunération pour reprographie.
- h) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- i) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- j) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

7. Œuvres photographiques et graphiques

- a) Le droit de reproduction.
- b) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- c) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- d) Le droit de suite.

- e) Le droit de location et de prêt.
- f) Le droit à rémunération pour copie privée.
- g) Le droit à rémunération pour reprographie.
- h) Le droit à rémunération pour prêt public.
- i) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- j) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- k) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

8. Œuvres littéraires

- a) Le droit général d'exécution, de représentation ou de récitation.
- b) Le droit de reproduction graphique de l'œuvre en première édition sur la base d'un mandat de perception.
- c) Le droit de reproduction graphique de l'œuvre sous des formes dérivées (anthologies, feuillets, etc.).
- d) Le droit d'exécution primaire pour la radiodiffusion d'œuvres, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting).
- e) Le droit de reproduction mécanique, y compris le droit d'utilisation relatif aux supports audiovisuels et/ou sonores.
- f) Le droit de synchronisation sur des supports de sons et/ou d'images sur la base d'un mandat de perception.
- g) Le droit de location et de prêt.
- h) Le droit à rémunération pour prêt public.
- i) Le droit à rémunération pour reprographie.
- j) Le droit à rémunération pour copie privée.
- k) Le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe.
- l) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres.
- m) Le droit d'exécution et le droit de reproduction mécanique pour l'utilisation en ligne interactive d'œuvres, y compris l'utilisation à la demande.

B. Les droits nouveaux résultant d'une modification de la législation ou de la jurisprudence ou du développement technique.

La gestion des droits qui n'ont pas été cédés à la Sabam est soit confiée à une ou plusieurs autres sociétés d'auteurs, soit exercée par l'associé lui-même. Chaque associé s'engage à informer la Sabam avec précision de toute modification dans la gestion des droits qu'il n'a pas cédés à la Sabam.

Nonobstant la cession fiduciaire de droits sur l'ensemble ou sur certaines catégories d'œuvres et/ou modes d'exploitation tels que prévus dans cet article, les associés ont la possibilité, conformément aux conditions stipulées dans le règlement général, d'accorder l'autorisation pour une utilisation bien définie d'une ou de plusieurs de leurs œuvres ne donnant lieu à aucun avantage commercial.

Article 11

Les territoires compris dans la cession sont définis dans le contrat d'affiliation et de cession fiduciaire.

La gestion du droit d'auteur pour les territoires qui ne sont pas compris dans la cession à la Sabam est soit confiée à une ou plusieurs autres sociétés d'auteurs, soit exercée par l'associé lui-même. Chaque associé s'engage à informer la Sabam avec précision de toute modification dans la gestion des droits qu'il n'a pas cédés à la Sabam.

Article 12

Un retrait partiel des droits cédés à la Sabam n'est possible que si les conditions suivantes sont remplies :

1. la demande de retrait partiel doit être adressée par écrit ou par voie électronique dans les six premiers mois de l'année calendrier ;
2. le demandeur doit payer les frais administratifs y afférents, dont le montant est fixé par le conseil d'administration et publié sur le site web de la Sabam ;
3. le demandeur doit signer un nouveau contrat d'affiliation et de cession fiduciaire.

Lorsque toutes les conditions énumérées ci-dessus sont remplies, le retrait partiel prend effet à partir du premier janvier de l'année calendrier suivante.

Article 13

Tout associé s'interdit de disposer des droits qu'il a cédés à la société ou à d'autres sociétés d'auteurs.

Toute autorisation donnée par un associé à l'encontre de cette interdiction est radicalement nulle, et, sans préjudice de son exclusion, le rend de plein droit passible de dommages et intérêts fixés par le conseil d'administration, l'intéressé dûment convoqué afin d'être entendu.

Sanctions

Article 14

Tout associé qui nuit à l'intérêt moral ou matériel de la Sabam, enfreint les statuts et règlements, ne se conforme pas aux décisions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration, se rend coupable de fausses déclarations ou de procédés visant à toucher indûment des droits pourra faire l'objet de sanctions. Celles-ci seront prises par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix des administrateurs présents et représentés.

L'associé concerné ayant été convoqué, le conseil d'administration peut lui infliger les sanctions suivantes, sous réserve de l'intentement de toute autre procédure :

1. la rectification et la récupération des droits indûment payés à l'associé;
2. le paiement de dommages et intérêts qui peuvent être prélevés sur les droits à répartir à l'associé concerné et qui, à défaut, peuvent être réclamés à l'associé ;
3. le refus du contrôle des programmes prévu dans le règlement général ;
4. le retrait d'une œuvre du répertoire de la Sabam ;
5. l'exclusion de l'associé concerné conformément aux dispositions statutaires.

Le conseil d'administration peut donner aux deux sanctions prévues aux 1° et 2° un caractère conditionnel et même suspendre provisoirement la procédure pour le contrevenant primaire.

De plus, sous réserve de toutes voies de recours, le conseil d'administration peut opérer des retenues dans le cas d'inexactitudes des programmes, fausses déclarations ou procédés ayant pour but de s'approprier directement ou indirectement des droits au détriment d'autrui. Ces retenues, ainsi que les frais administratifs de dossier, des formalités et des procédures de retenue (saisies, cessions, etc.), peuvent être prélevés sur les droits du contrevenant et des bénéficiaires de l'infraction et peuvent, à défaut, leur être réclamés.

Le conseil d'administration a la faculté de porter les sanctions à la connaissance de tous les associés.

Le conseil peut déléguer au comité de gestion journalière une partie de ses compétences du domaine disciplinaire. Le conseil reste exclusivement compétent pour les fautes lourdes d'un associé qui peuvent être punissables d'une exclusion.

Démission

Article 15

Un associé peut envoyer sa démission par écrit ou par voie électronique à l'adresse du siège social de la société dans les six premiers mois de l'année sociale. La démission ne sortira ses effets qu'à partir du premier janvier de l'année calendrier suivante.

Le retrait global des droits de la gestion de la Sabam entraîne de plein droit l'extinction de la qualité d'associé.

Exclusion

Article 16

- a. Tout associé peut être exclu pour justes motifs ou pour toute autre cause indiquée dans les statuts ou le règlement général. L'associé dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit, dans le mois de l'envoi d'un pli recommandé contenant la proposition motivée d'exclusion. S'il le demande dans l'écrit contenant ses observations, l'associé sera entendu. L'exclusion est prononcée par le conseil d'administration à une majorité des deux tiers des administrateurs présents et représentés. Toute décision d'exclusion est motivée.
- b. La décision d'exclusion est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par le conseil d'administration. Ce procès-verbal mentionne les faits sur lesquels l'exclusion est fondée.
Il est fait mention de l'exclusion dans le registre des parts. Une copie conforme de la décision est adressée par lettre recommandée dans les quinze jours à l'associé exclu.
- c. L'exclusion peut se limiter à certains droits, à savoir ceux relatifs à certaines catégories d'œuvres, à certains modes d'exploitation ou encore, à certains territoires, et ce conformément aux dispositions statutaires en matière de cession de droits à la Sabam.

Décès, liquidation

Article 17

Pour les personnes physiques, auteurs, la qualité d'associé prend fin par la démission, le retrait total des droits, l'exclusion, ou le décès.

Pour les personnes physiques éditeurs, la qualité d'associé prend fin par la démission, le retrait total des droits, l'exclusion, le décès, ou par la faillite.

Les sommes qui reviennent à la succession d'un associé décédé ne sont liquidées qu'après accord des héritiers et légataires s'il en est, ou décision judiciaire.

Pour les personnes morales, ayants droit intellectuels et éditeurs, la qualité d'associé prend fin par la démission, le retrait total des droits, l'exclusion, la dissolution, la faillite ou encore, parce qu'ils ne répondent plus aux conditions statutaires ou réglementaires pour être associés de la Sabam.

Les droits qui reviendraient à une personne morale dont la qualité d'associé a pris fin, ne seront versés à ses associés ou actionnaires qu'après accord de toutes les parties concernées ou suite à une décision judiciaire en tenant lieu.

Article 18

Lorsque la qualité d'associé a pris fin, la Sabam s'engage sur demande des ayants droit à leur rétrocéder les droits initialement cédés ; néanmoins, l'administration et la gestion des droits d'auteur nécessitant la conclusion de contrats de longue durée par la Sabam, les ayants droit sont tenus d'en respecter le terme.

CHAPITRE III

Conseil d'administration

Article 19

La société est administrée par un conseil d'administration composé de seize membres, moitié du régime linguistique français et moitié du régime linguistique néerlandais.

Le conseil d'administration est composé comme suit :

- a) Douze mandats (six du régime linguistique francophone et six du régime linguistique néerlandophone) sont réservés à la discipline musique, dont huit mandats (quatre du régime linguistique francophone et quatre du régime linguistique néerlandophone) sont exercés par des auteurs d'œuvres musicales et dont quatre mandats (deux du régime linguistique francophone et deux du régime linguistique néerlandophone) sont exercés par des éditeurs d'œuvres musicales, parmi lesquels au maximum un seul major.
- b) Quatre mandats (deux du régime linguistique francophone et deux du régime linguistique néerlandophone) sont réservés à des auteurs d'œuvres autres que musicales.

Élection

Article 20

Pour être éligible au conseil d'administration, il faut être associé et remplir les conditions suivantes :

1. Etre ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne en ce qui concerne les personnes physiques, et en ce qui concerne les personnes morales, être constituées selon le droit d'un Etat membre de l'Union Européenne et ayant son principal établissement au sein de cette Union.
2. N'avoir encouru aucune condamnation pour contrefaçon ou pour non-paiement de droits d'auteur ou de droits voisins, ou n'avoir été l'objet d'aucune sanction disciplinaire effective durant les cinq dernières années.
3. Ne pas tomber sous le coup des incapacités légales.
4. Etre associé de la Sabam depuis au moins 5 années consécutives.
5. Etre âgé d'au moins 30 ans et ne pas encore avoir atteint l'âge de 75 ans à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.
6. Avoir bénéficié d'un quorum de 7.000 € en droits d'auteur en ce qui concerne les auteurs et compositeurs et d'un quorum de 28.000 € en droits d'auteur en ce qui concerne les éditeurs.
7. Etre personnellement actif du fait de la création d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou du fait de leur édition et de leur commercialisation.
8. Avoir souscrit une part sociale et avoir libéré la totalité de la valeur nominale de celle-ci.
9. Etre en ordre de paiement de sa contribution annuelle ainsi que de toute autre indemnité ou frais dus à la Sabam.

Les ayants droit intellectuels personnes morales se font représenter par une personne physique, admise par le conseil d'administration de la Sabam, ayant la qualité d'administrateur ou de gérant, auteur ou compositeur, ayant droit originaire d'une ou plusieurs œuvres constituant un apport social, laquelle doit également remplir les conditions prévues ci-dessus, à l'exception des points 4, 6, 8 et 9.

Lorsque l'auteur ou compositeur qui a fait apport de ses droits intellectuels ou de ses œuvres à une personne morale, est également associé de la Sabam en qualité de personne physique, il ne peut accepter un mandat d'administrateur qu'en qualité d'auteur ou compositeur, personne physique.

Les éditeurs personnes morales se font représenter par une personne physique qui est désignée en qualité de représentant permanent parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, et qui est chargée d'exercer le mandat d'administrateur au nom et pour le compte de la personne morale.

La décision de l'éditeur personne morale, par laquelle le représentant permanent est valablement désigné, doit être jointe à la candidature.

Le représentant permanent doit répondre aux conditions fixées supra, à l'exception des points 4, 6, 8 et 9.

L'éditeur personne morale ne peut révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément son successeur.

Les candidatures au conseil d'administration doivent être envoyées au président, au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'accusé de réception devra être signé au plus tard le 1^{er} avril précédant l'assemblée générale. Si le 1^{er} avril est un samedi, dimanche ou jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Les candidats joindront un extrait du casier judiciaire à leur lettre et, s'ils le souhaitent, une photo et/ou une courte biographie afin de se faire connaître à l'assemblée générale.

Les candidats doivent indiquer le mandat vacant pour lequel ils se portent candidat, ce qui doit coïncider avec leur rôle linguistique, leur qualité (auteur/éditeur) et leur discipline (musique/autre que musique).

La liste des candidats est mentionnée dans la convocation à l'assemblée générale et publiée par affichage au siège social 8 jours calendrier avant l'assemblée.

Article 21

La durée du mandat des administrateurs est de quatre années. Le conseil sera renouvelé chaque année par quart (moitié du régime linguistique français, moitié du régime linguistique néerlandais). Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Seuls peuvent annuellement poser leur candidature à un mandat d'administrateur, les associés qui répondent au régime linguistique, à la discipline et, selon le cas, à la qualité d'un des quatre administrateurs sortants. Le régime linguistique et la discipline des membres sont déterminés conformément aux dispositions du règlement général. La qualité est déterminée en fonction des droits dont bénéficie l'associé.

Le mandat d'administrateur prend fin au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle l'administrateur a atteint l'âge de 75 ans.

En cas de vacance, l'assemblée nomme le remplaçant qui achève le mandat vacant. Si la vacance se produit en cours d'exercice ou lors de l'assemblée générale, le conseil d'administration désigne par cooptation un administrateur qui siègera jusqu'à la prochaine assemblée.

Si tous les mandats sont vacants, les administrateurs en charge devront néanmoins, sous leur responsabilité, continuer la gestion des affaires courantes jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire qui devra se tenir dans les deux mois sur convocation du directeur général.

Les administrateurs qui seront élus à cette assemblée seront sortants, par régime linguistique, discipline et qualité, en fonction du nombre de suffrages recueillis.

Article 22

Le conseil peut proposer à l'assemblée le retrait du mandat de l'administrateur qui aura cessé de l'exercer personnellement pendant une durée consécutive de six mois ou qui ne satisfait plus aux conditions d'éligibilité statutaires.

Le conseil d'administration informera les associés par une communication dans une publication périodique de la Sabam et sur le site Internet de la Sabam de son intention de déclarer vacant un mandat afin de permettre le dépôt de candidatures.

Article 23

Le conseil d'administration choisit en son sein un président et, à parité linguistique, deux administrateurs délégués, deux vice-présidents et deux secrétaires.
La fonction de président est une fonction non exécutive.

Le président et les deux administrateurs délégués sont choisis pour une durée de deux ans. La durée cumulative ou non des mandats de président et d'administrateur délégué ne peut dépasser huit années, consécutives ou non.
En cas d'absence ou d'empêchement du président, les vice-présidents, à tour de rôle, remplissent ses fonctions.

Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, à la demande du président, d'un de ses administrateurs délégués ou de quatre administrateurs.

Le comité de gestion journalière détermine l'agenda, en concertation avec le président, et envoie les convocations aux réunions.

Le directeur général participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

En outre, des membres du comité de management ou d'autres conseillers internes ou externes peuvent participer, sur invitation, avec voix consultative, aux délibérations du conseil d'administration.

Le conseil d'administration décide, sur proposition du comité de rémunération, de l'éventuelle rémunération des conseillers externes.

A la demande du président, le conseil d'administration peut se réunir à huis clos pour traiter tous ou certains points de l'ordre du jour et s'adjoindre les personnes dont il souhaite la présence.

Pouvoirs du conseil d'administration

Article 24

Le conseil d'administration dispose des compétences les plus étendues, à l'exception de celles qui sont réservées par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration forme un collège. Il représente et administre la société. Il a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration, de gestion et de disposition qui intéressent la société.

Il peut acheter ou vendre tous biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels ou les hypothéquer.

Dans les limites de la loi, il donne son approbation pour le recours à des emprunts, l'octroi de prêts ou la constitution de garanties d'emprunts.

Le conseil d'administration détermine la politique de gestion des risques. Il statue, à l'exception de fusions, sur les partenariats, la création de filiales, la reprise d'autres entités et l'acquisition d'actions ou de droits dans d'autres entités.

Le conseil d'administration est également compétent à l'égard des utilisateurs du répertoire pour négocier, conclure des contrats ou les résilier, percevoir les droits et les mettre en répartition ou en réserve conformément aux statuts et règlement général.

Cette énumération, non limitative, est purement énonciative.

Le conseil d'administration peut décider de proroger l'assemblée générale conformément aux dispositions du code des sociétés.

Le conseil d'administration a le droit de déléguer par procuration révocable certains de ses pouvoirs à des tiers, administrateurs ou non, notamment en matière de gestion journalière et de direction technique ou opérationnelle.

Les pouvoirs qui sont délégués par le conseil d'administration sont repris dans une charte de gouvernance d'entreprise qui est remise sur demande aux associés et qui est publiée sur le site web.

La gestion journalière et le contrôle du comité du management sont confiés au comité de gestion journalière, composé des administrateurs délégués, du directeur général et du manager des affaires juridiques et internationales. Le comité fait rapport au conseil d'administration.

La direction technique ou opérationnelle est confiée au comité de management, présidé par le directeur général et composé des managers et des collaborateurs désignés à cette fin.

Le conseil d'administration nomme, révoque et relève de sa fonction le directeur général et détermine ses pouvoirs et compétences.

Les pouvoirs de signature attribués aux administrateurs délégués, à des membres du comité de management ou à des préposés sont fixés par le conseil d'administration et publiés au Moniteur Belge.

La société agit en justice à l'intervention d'un administrateur délégué ou d'un préposé désigné à cette fin par le conseil d'administration; ils n'ont pas à justifier d'une décision préalable dudit conseil.

Ils sont habilités, au nom et pour le compte de la société, à assigner, conclure, interjeter appel, se pourvoir en cassation, déférer ou référer le serment, traiter, compromettre ou transiger, prendre et faire signifier tous arrêts et jugements, les exécuter, effectuer des saisies mobilières ou immobilières, donner quittance ou décharge, se désister, et en général faire tout ce qui entre dans le cadre des actions et actes judiciaires.

Article 25

Les administrateurs et les membres complémentaires des collèges ont droit à un jeton de présence et à des indemnités de déplacement et de représentation.

L'assemblée générale fixe le montant du jeton de présence. Le montant du jeton de présence des administrateurs et des membres complémentaires des collèges est indexé.

A partir du 1^{er} janvier 2017, tous les administrateurs ont droit à un forfait annuel composé d'un jeton de présence supplémentaire, indexé de la même manière, par réunion du conseil d'administration et des collèges à laquelle ils ont assisté.

Les administrateurs déjà élus avant l'assemblée générale du 8 juin 2009, ou réélus par celle-ci, et qui sont encore en fonction après le 31 décembre 2009, bénéficieront d'un éméritat limité (à savoir un calcul effectué selon les statuts tels que d'application avant l'assemblée générale de juin 2009 mais avec suppression de la réversion au conjoint survivant et avec une limitation à 14 jetons de présence complémentaires par année de mandat exercé en qualité de président et d'administrateur délégué).

Ce règlement transitoire prend fin le 31 décembre 2016.

Article 26

Tout administrateur a le droit de regard le plus étendu sur l'activité de la société. L'administrateur a, dans le cadre de sa mission, un droit illimité à l'information. Toute demande motivée d'information est adressée à un des administrateurs délégués, qui communique les informations obtenues à l'ensemble des administrateurs.

Les administrateurs sont individuellement soumis au secret professionnel conformément aux dispositions de la loi relative au droit d'auteur.

Délibérations

Article 27

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Le conseil d'administration ne peut délibérer ou statuer valablement que si les trois quarts au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

L'administrateur absent a le droit de donner pouvoir à un autre administrateur pour le représenter. Il est considéré comme présent au point de vue du vote. Un administrateur ne peut représenter plus d'un administrateur absent.

En cas de parité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Dans des circonstances exceptionnelles, et si l'urgence le requiert, le conseil d'administration peut également prendre des décisions bien définies par courrier électronique.

Dans ces cas, le président communique par courrier électronique la proposition de décision aux membres du conseil d'administration.

Il y a un délai de décision fixe de 48 heures dans lequel le jour d'envoi du courrier électronique n'est pas compris.

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les décisions prises par courrier électronique sont reprises dans les procès-verbaux qui, après approbation, sont consignés en français et en néerlandais dans un registre spécial et signés par le président ou un vice-président, les secrétaires ou deux administrateurs ayant assisté à la délibération. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, un vice-président ou par un des administrateurs délégués.

CHAPITRE IV

Collèges

Article 28

Deux collèges sont institués au sein de la société.

Il s'agit du :

A. collège des droits musicaux

Ce collège est composé :

1. du président du conseil d'administration ;
2. des deux administrateurs délégués ;
3. des administrateurs qui sont, au sein de la discipline musique, élus par l'assemblée générale ou, en attendant, cooptés par le conseil d'administration ;
4. des deux membres complémentaires (un du régime linguistique francophone, un du régime linguistique néerlandophone) élus par l'assemblée générale pour une période de deux ans et pour la première fois en 1995.

Les membres complémentaires doivent être auteurs ou éditeurs d'œuvres musicales.

Un mandat seulement peut être exercé par un éditeur de musique.

Au cas où un éditeur serait élu dans chaque régime linguistique, seul celui qui a obtenu le nombre le plus élevé de voix a le droit d'exercer de manière effective le mandat de membre complémentaire. Le mandat dans l'autre régime linguistique revient, le cas échéant, à l'auteur qui a obtenu le plus de voix. En l'absence d'un candidat auteur, les deux éditeurs élus peuvent siéger au collège.

B. Collège des droits dramatiques, littéraires, audiovisuels et arts visuels

Ce collège est composé :

1. du président du conseil d'administration ;
2. des deux administrateurs délégués ;
3. des administrateurs qui sont, au sein des disciplines concernées, élus par l'assemblée générale ou, en attendant, cooptés par le conseil d'administration ;
4. des quatre membres complémentaires (deux du régime linguistique francophone, deux du régime linguistique néerlandophone) élus par l'assemblée générale pour une période de deux ans et pour la première fois en 1996.

Les membres complémentaires doivent être auteurs d'œuvres autres que musicales.

Les membres complémentaires sont élus chaque année par l'assemblée générale pour une période de deux ans.

Les membres complémentaires des collèges ne peuvent être réélus qu'une seule fois en cette qualité.

Lorsqu'un mandat de membre complémentaire devient vacant, l'assemblée générale élit un nouveau membre complémentaire qui achève le mandat.

Le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale le retrait du mandat d'un membre complémentaire qui aura cessé de l'exercer effectivement pendant une durée de six mois ou qui ne répond plus aux conditions d'éligibilité.

Le conseil d'administration informera les associés par une communication dans une publication périodique de la Sabam et sur le site Internet de la Sabam de son intention de faire déclarer vacant un mandat afin de permettre le dépôt de candidatures.

En cas de vacance, l'assemblée générale nomme le remplaçant qui achève le mandat vacant. Si la vacance se produit en cours d'exercice ou lors de l'assemblée générale, le conseil d'administration désigne par cooptation un membre complémentaire qui siégera jusqu'à l'assemblée générale suivante.

Article 29

Pour pouvoir être membre complémentaire d'un collège, il faut être associé et remplir les conditions suivantes :

1. Etre ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne en ce qui concerne les personnes physiques, et en ce qui concerne les personnes morales, être constituées selon le droit d'un Etat membre de l'Union Européenne et ayant son principal établissement au sein de cette Union.
2. N'avoir encouru aucune condamnation pour contrefaçon, ou pour non-paiement de droits d'auteur ou de droits voisins et n'avoir été l'objet d'aucune sanction disciplinaire effective durant les cinq dernières années.
3. Ne pas tomber sous le coup des incapacités légales.
4. Etre associé de la Sabam depuis au moins six années consécutives.
5. Etre âgé d'au moins 30 ans et ne pas encore avoir atteint l'âge de 55 ans à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.
6. Ne pas avoir exercé un mandat d'administrateur de la société.

7. Avoir bénéficié d'un quorum de 3.800 € en droits d'auteur en ce qui concerne les auteurs et compositeurs et d'un quorum de 15.000 € en droits d'auteur en ce qui concerne les éditeurs.
8. Être personnellement actif du fait de la création d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou du fait de leur édition ou de leur commercialisation.
9. Avoir souscrit une part sociale et avoir libéré la totalité de la valeur nominale de celle-ci.
10. Être en ordre de paiement de sa contribution annuelle ainsi que de toute autre indemnité ou frais dus à la Sabam.

Les ayants droit intellectuels personnes morales se font représenter par une personne physique, admise par le conseil d'administration de la Sabam. Cette personne physique qui a la qualité d'administrateur ou de gérant, doit être l'auteur des œuvres dont la propriété des droits patrimoniaux a été transférée à la personne morale et répondre aux conditions prévues ci-dessus, à l'exception des points 4, 7, 9 et 10.

Lorsque l'auteur qui a transféré la propriété de ses droits patrimoniaux d'auteur sur une partie de ses œuvres à une personne morale, est également associé de la Sabam en qualité de personne physique, il n'est éligible comme membre complémentaire d'un collègue qu'en qualité d'auteur personne physique.

Les éditeurs personnes morales se font représenter par une personne physique qui est désignée en qualité de représentant permanent parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, et qui est chargée d'exercer le mandat de membre complémentaire du collègue au nom et pour le compte de la personne morale.

La décision de l'éditeur personne morale, par laquelle le représentant permanent est valablement désigné, doit être jointe à la candidature.

Le représentant permanent doit répondre aux conditions fixées supra, à l'exception des points 4, 7, 9 et 10.

L'éditeur personne morale ne peut révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément son successeur.

La décision motivée d'admettre ou de refuser le représentant physique d'un ayant droit intellectuel ou éditeur, personne morale, est communiquée par écrit à l'intéressé.

Lorsqu'un auteur, personne physique ou représentant d'un ayant droit intellectuel personne morale, est également associé en qualité d'éditeur, l'intéressé ne peut se porter candidat à un mandat de membre complémentaire d'un collègue qu'en la qualité pour laquelle il a obtenu le quorum de droits le plus élevé.

Les candidatures à un mandat de membre complémentaire d'un collègue doivent être envoyées au président du conseil d'administration au siège social sous pli recommandé avec accusé de réception.

L'accusé de réception devra être signé au plus tard le 1er avril précédant l'assemblée générale. Si le 1er avril est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Les candidats joindront un extrait du casier judiciaire à leur lettre et, s'ils le souhaitent, une photo et/ou une courte biographie afin de se faire connaître à l'assemblée générale.

Les candidats membres complémentaires doivent préciser pour quel collègue et pour quel mandat ils souhaitent poser leur candidature, lesquels doivent correspondre à leur rôle linguistique, qualité (auteur/éditeur) et leur discipline (musique/autre que musique).

La liste des candidats membres complémentaires des collèges est mentionnée dans la convocation à l'assemblée générale et publiée par affichage au siège social 8 jours calendrier avant l'assemblée.

Article 30

Sous réserve des pouvoirs spécifiques que le conseil d'administration a délégués aux collèges et qui ont été publiés dans la charte de gouvernance d'entreprise, les collèges traitent, dans le cadre de leurs disciplines, des sujets d'intérêt général et soumettent au conseil d'administration des propositions intéressant la stratégie et le fonctionnement de la société.

Les membres complémentaires des collèges prennent connaissance des décisions prises par le conseil d'administration dans le domaine de compétence du collège concerné.

Les collèges se réunissent au siège social aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, à la demande du président du conseil d'administration, d'un de ses administrateurs délégués ou de quatre administrateurs. Le comité de gestion journalière détermine l'agenda, en concertation avec le président, et envoie les convocations aux réunions.

Le directeur général participe avec voix consultative aux réunions des collèges.

En outre, des membres du comité de management ou d'autres conseillers internes ou externes peuvent, sur invitation, et avec voix consultative, participer aux délibérations des collèges.

Le conseil d'administration décide, sur proposition du comité de rémunération, de l'éventuelle rémunération des conseillers externes.

A la demande du président, les collèges peuvent se réunir à huis clos pour traiter tous ou certains points de l'ordre du jour et s'adjoindre les personnes dont il souhaite la présence.

Lors des délibérations et des décisions des collèges, le quorum de présences et de majorité sera le même que celui qui est d'application pour le conseil d'administration.

Dans des circonstances exceptionnelles, et si l'urgence le requiert, les collèges peuvent également prendre des décisions bien définies par courrier électronique.

Dans ces cas, le président communique par courrier électronique la proposition de décision aux membres des collèges.

Il y a un délai de décision fixe de 48 heures dans lequel le jour d'envoi du courrier électronique n'est pas compris.

Les délibérations des collèges, ainsi que les décisions prises par courrier électronique, sont reprises dans des procès-verbaux qui sont établis en néerlandais et en français et signés par le président ou deux administrateurs ayant assisté aux délibérations.

Commissions

Article 31

Le conseil d'administration peut créer des commissions.

La composition, les compétences et le fonctionnement pratique des diverses commissions sont fixés par le règlement général.

Chaque commission est présidée par un administrateur en fonction désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Les membres des commissions sont désignés par le conseil d'administration pour une période expirant à la date de la plus proche assemblée générale statutaire.

Par décision du conseil d'administration, il peut être mis fin de manière anticipée à leur mandat.

Article 32

Pour pouvoir être désigné par le conseil d'administration comme membre des commissions, il faut être associé et remplir les conditions suivantes :

1. Etre ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne en ce qui concerne les personnes physiques, et en ce qui concerne les personnes morales, être constituées selon le droit d'un Etat membre de l'Union Européenne et ayant son principal établissement au sein de cette Union.
2. N'avoir encouru aucune condamnation pour contrefaçon, ou pour non-paiement de droits d'auteur ou de droits voisins, et n'avoir été l'objet d'aucune sanction disciplinaire effective durant les cinq dernières années.
3. Ne pas tomber sous le coup des incapacités légales.
4. Etre associé de la Sabam depuis au moins 5 années consécutives.
5. Etre âgé d'au moins 25 ans et ne pas encore avoir atteint l'âge de 75 ans à la date de sa désignation par le conseil.
6. Ne pas bénéficier d'un éméritat d'administrateur.
7. Avoir bénéficié d'un quorum de 2.500 € en droits d'auteur en ce qui concerne les auteurs et compositeurs et d'un quorum de 10.000 € en droits d'auteur en ce qui concerne les éditeurs.
8. Etre personnellement actif du fait de la création d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou du fait de leur édition et de leur commercialisation.
9. Avoir souscrit une part sociale et avoir libéré la totalité de la valeur nominale de celle-ci.
10. Être en ordre de paiement de sa contribution annuelle ainsi que de toute autre indemnité ou frais dus à la Sabam.

Les ayants droit intellectuels personnes morales se font représenter par une personne physique, admise par le conseil d'administration de la Sabam. Cette personne physique qui a la qualité d'administrateur ou de gérant, doit être l'auteur des œuvres dont la propriété des droits patrimoniaux a été transférée à la personne morale et répondre aux conditions prévues ci-dessus, à l'exception des points 4, 7, 9 et 10.

Lorsque l'auteur, qui a transféré la propriété de ses droits patrimoniaux d'auteur sur une partie de ses œuvres à une personne morale, est également associé de la Sabam en qualité de personne physique, il ne peut être désigné comme membre d'une commission qu'en cette dernière qualité.

Les éditeurs personnes morales se font représenter par une personne physique, admise par le conseil d'administration de la Sabam, ayant la qualité d'administrateur ayant rang de président ou de délégué à la gestion journalière, soit par un gérant, laquelle doit également remplir les conditions prévues ci-dessus, à l'exception des points 4, 7, 9 et 10.

La décision motivée d'admettre ou de refuser le représentant physique d'un ayant droit intellectuel ou éditeur personne morale, est communiquée par écrit à l'intéressé.

Lorsqu'un auteur, personne physique ou représentant physique d'un ayant droit intellectuel personne morale, est également associé en qualité d'éditeur, l'intéressé ne peut être désigné en tant que membre d'une commission qu'en la qualité pour laquelle il a obtenu le quorum de droits le plus élevé.

CHAPITRE V

Contrôle, commissaire

Article 33

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels de la société est confié à un commissaire qui est nommé, sur proposition du conseil d'administration et sur proposition du conseil d'entreprise, par l'assemblée générale parmi les membres personnes morales de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. La durée du mandat est de trois ans. L'assemblée générale fixe le montant de ses émoluments conformément aux normes établies par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Mission du commissaire

Article 34

La mission du commissaire est précisée par la loi. Il vérifie si la répartition des droits d'auteur est effectuée conformément au règlement général.

CHAPITRE VI

Assemblée générale

Article 35

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'ensemble des associés. Ses décisions lient ceux-ci, même absents ou opposants.

Assemblée générale annuelle

Article 36

Il est tenu chaque année une assemblée générale au siège social ou en un lieu situé à Bruxelles, précisé dans les convocations, le troisième lundi du mois de mai à quatorze heures.

Si ce lundi est un jour férié légal, la date de l'assemblée générale est reportée au lundi le plus proche.

L'assemblée générale dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les statuts.

Elle nomme et révoque les administrateurs, les membres complémentaires des collèges et le commissaire, et fixe leur rémunération.

Elle approuve le rapport annuel et les comptes annuels.

L'assemblée générale décide de la modification des statuts, en ce compris les conditions d'affiliation et le règlement général portant la politique générale en matière de répartition des droits, y compris des droits définitivement non-attribuables.

Elle est compétente en matière de politique générale concernant les déductions sur les droits et sur les revenus provenant de leur placement, et elle en approuve la politique générale d'investissement.

L'assemblée générale détermine la politique générale en matière d'affectation des droits à des fins sociales, culturelles ou éducatives. Elle donne des avis au sujet des propositions de modification du règlement du fonds social et culturel de la Sabam.

Les associés obtiendront à première demande un exemplaire du règlement du fonds social et culturel de la Sabam.

Assemblées générales extraordinaires

Article 37

Le président doit convoquer une assemblée générale extraordinaire lorsqu'il en est requis par la majorité des administrateurs ou par 200 associés ayant droit de vote. Les associés doivent faire parvenir au président les points à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire.

Il n'en sera délibéré que si les trois quarts des signataires sont présents ou représentés à l'assemblée générale extraordinaire.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent dans la Région de Bruxelles-Capitale, à l'endroit indiqué dans les convocations.

Lorsque l'assemblée générale a pour objet de modifier les statuts, les convocations portent le texte qui sera soumis à la délibération de l'assemblée. Excepté sur une éventuelle modification de l'objet social, l'assemblée générale se prononce sur les modifications aux statuts à la majorité des trois quarts des voix émises quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés. Les abstentions sont comptées dans les voix émises. Les votes blancs ou irréguliers ne sont pas pris en compte.

Convocation des assemblées

Article 38

La convocation des assemblées se fait par avis sur le site web de la Sabam ainsi que par lettre électronique. Sur demande explicite écrite avant le 1^{er} avril d'un associé ayant droit de vote, la convocation se fait par simple courrier à l'adresse indiquée par l'associé. La convocation est valablement communiquée et envoyée vingt jours calendrier avant la réunion à la dernière adresse e-mail signalée par l'associé. L'ordre du jour doit y être mentionné.

Tout point particulier à l'ordre du jour ou toute proposition de modification des statuts ou du règlement général introduit par au moins cinquante associés ayant droit de vote est soumis à l'assemblée générale statutaire, ordinaire ou extraordinaire selon son objet, pour autant que la demande parvienne au conseil d'administration avant le 1^{er} février.

Il n'en sera délibéré que si les trois quarts des signataires sont présents ou représentés à l'assemblée générale statutaire, ordinaire ou extraordinaire.

Article 39

Pour permettre l'organisation de l'assemblée générale, les associés doivent soit informer le président par lettre recommandée avec accusé de réception qu'ils y assisteront personnellement, soit déposer personnellement leur avis de présence au siège social de la société, ou le faire parvenir par télécopie ou par courrier électronique. Lorsqu'il s'agit d'une remise en personne, d'une télécopie ou d'un courrier électronique, ils reçoivent un accusé de réception nominal.

Cet accusé de réception, tant celui des services de la poste que celui de la Sabam, doit être daté au plus tard du dixième jour calendrier précédant l'assemblée.

Seuls les associés qui ont fait parvenir au siège social dans les délais leur avis de présence, selon les formalités exigées, peuvent assister à l'assemblée générale.

Sous réserve d'une suspension possible de l'exercice du droit de vote pour cause de conflit d'intérêts, les associés qui ont libéré intégralement la valeur nominale de la part sociale de la Sabam au plus tard 60 jours calendrier avant la date de l'assemblée générale, peuvent exercer leur droit de vote lors de l'assemblée générale.

La suspension de l'exercice du droit de vote pour cause de conflit d'intérêts est décidée par le conseil d'administration et communiquée à l'associé concerné.

Représentation et mandat

Article 40

Les ayants droit intellectuels personnes morales sont valablement représentés à l'assemblée générale par un administrateur ou un gérant, auteur, ayant droit originaire d'une ou plusieurs œuvres dont la propriété des droits patrimoniaux d'auteur a été transférée à la personne morale.

L'auteur, qui a transféré la propriété des droits patrimoniaux d'auteur sur une partie de ses œuvres à une personne morale, ne dispose, s'il est également associé de la Sabam comme personne physique, que du droit de vote en cette qualité.

Les éditeurs personnes morales sont valablement représentés à l'assemblée générale soit par un administrateur ou un gérant de leur société, soit par un membre du personnel dûment mandaté.

Le nom de la personne physique représentant la personne morale, ainsi que la preuve valide de son pouvoir de représentation, doivent parvenir au siège social de la Sabam au plus tard 10 jours calendrier avant l'assemblée.

Chaque associé qui ne peut être présent personnellement à l'assemblée générale peut donner procuration à un autre associé disposant du droit de vote à l'assemblée générale. Nul ne peut disposer de plus de 2 voix. Les procurations doivent parvenir au siège social au plus tard 10 jours calendrier avant l'assemblée.

Bureau

Article 41

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un des vice-présidents ; à leur défaut, par le plus âgé des membres du conseil d'administration.

L'assemblée choisit parmi ses membres quatre scrutateurs ainsi que deux secrétaires à parité linguistique.

Le bureau se compose du président, des deux secrétaires et des quatre scrutateurs.

Délibérations

Article 42

Sauf en cas d'autre majorité légalement prévue, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix émises. Les abstentions, sont comptées dans les voix émises. Les votes blancs ou irréguliers ne sont pas pris en compte.

Les élections se font à la majorité relative.

Les votes se font à main levée, à moins que le bureau ou un tiers des associés présents ou représentés ne réclament le vote par appel nominal ou le vote secret. Hormis le cas de vote à main levée, le vote peut se faire de manière électronique. Les votes sur les questions de personnes se font toujours au scrutin secret.

Procès-verbaux

Article 43

Les procès-verbaux des assemblées sont rédigés en français et en néerlandais. Ils sont signés dans les quinze jours qui suivent l'assemblée par les membres du bureau et les associés qui le demandent. Ils sont consignés dans un registre spécial. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, un vice-président ou un des administrateurs délégués.

Article 44

Les décisions des assemblées générales sont de plein droit opposables et applicables aux associés et mandants.

Les décisions de l'assemblée générale sont d'application immédiate sous réserve des exceptions reprises à l'alinéa suivant.

Sauf stipulation contraire expresse décidée par l'assemblée générale et vu les dispositions finales prévues dans le règlement général, les modifications aux statuts et au règlement général sont d'application au premier janvier qui suit l'assemblée générale qui les a adoptées.

CHAPITRE VII

Capital social et parts

Article 45

- a. 1. Le capital social est formé du montant des parts souscrites par les associés. Il est illimité.
2. Il est actuellement représenté par des parts sociales d'une valeur nominale de 0,62 €, de 0,74 €, de 1,24 €, de 1,86 €, de 1,98 €, de 2,48 €, de 3,10 €, de 5,58 €, de 6,20 €, de 12,39 €, de 18,59 €, de 24,79 €, de 49,58 € et de 123,95 €. La valeur nominale des parts sociales souscrites à partir du 1^{er} janvier 2002 est portée à 124 €.
- b. La part fixe du capital est fixée à 18.600 €, dont au moins 6.200 € ont été libérés entièrement. Un nombre minimum de parts sociales correspondant à la part fixe du capital devra être à tout moment souscrit. La société est à capital variable pour ce qui dépasse les montants de la part fixe.
- c. En dehors des parts représentatives du capital, il ne peut être créée aucune autre espèce de titres.
- d. En cas d'exclusion, démission, retrait global des droits, décès, dissolution ou faillite d'un associé personne physique ou morale, les parts sont remboursées à la valeur nominale de leur libération, sans que le capital social et le nombre des associés puissent de ce fait devenir inférieurs aux minima légaux.

Historique de la part fixe du capital

Article 46

1. Lors de la constitution de la société, le capital minimum a été fixé à 2.000 francs (soit 49,58 €), représenté par 80 parts de 25 francs (soit 0,62 €). Le capital initial a été souscrit, en espèces, par les fondateurs, chacun pour dix parts.

Ont été fondateurs :

- Flor Alpaerts
- Lode Baekelmans
- Jan Broeckx
- Emiel Hullebroeck
- Lode Monteyne
- Lodewijk Mortelmans

- Frans Van Dijck
 - Edward Verheyden
2. L'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 1993 a :
1. porté la valeur nominale des parts à souscrire à 2.000 francs (soit 49,58 €), à partir du 1^{er} juillet 1993 ;
 2. qualifié juridiquement le capital social et affecté 748.000 francs (soit 18.542,44 €) à la part fixe du capital pour être porté à 750.000 francs (soit 18.592,01 €) ;
 3. constaté, qu'au 31 décembre 1992 le capital social s'élève à 1.055.345 francs (soit 26.161,32 €), dont 750.000 francs (soit 18.592,01 €) forment la part fixe du capital représentée par 80 parts de 25 francs (soit 0,62 €), 296 parts de 500 francs (soit 12,39 €) et 600 parts de 1.000 francs (soit 24,79 €), le solde formant le capital variable ;
 4. constaté que chaque part sociale représentative de la part fixe du capital et du capital variable est libérée de 100 %.

Article 47

L'excédent favorable du compte de résultats est réparti comme suit :

- prélèvement de cinq pour cent pour la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque celle-ci aura atteint dix pour cent du capital souscrit.
La réserve légale ne pourra jamais excéder dix pour cent du capital souscrit.
- D'autre part, la dotation annuelle à la réserve disponible ne peut pas dépasser 1 % du chiffre d'affaires comptabilisé.

Ces réserves disponibles servent à financer les moyens d'action de la société et son autofinancement.

Article 48

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

CHAPITRE VIII

Fonds social et culturel

Article 49

Compte tenu des accords internationaux fixés dans les contrats de réciprocité conclus avec des sociétés sœurs, le conseil d'administration peut réserver au maximum 10% de certains droits perçus par la Sabam afin de les affecter à des fins sociales et culturelles. Les droits qui sont soumis à un prélèvement sont définis dans le règlement général de la Sabam.

CHAPITRE IX

Liquidation

Article 50

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution anticipée de la société que si les trois quarts de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, le conseil d'administration convoque, dans les trois mois, une seconde assemblée qui délibérera valablement sur ce point quel que soit le nombre des associés présents, aucune décision de mise en liquidation ne pouvant toutefois être adoptée que si elle est prise à la majorité des deux tiers des associés présents et représentés.

Répartition

Article 51

Après apurement de toutes les dettes et frais de la liquidation, l'actif net servira par priorité à rembourser les parts à concurrence de la valeur nominale du montant de leur libération. Le solde éventuel sera ajouté aux sommes réservées au fonds social et culturel de la Sabam.

CHAPITRE X

Dispositions générales

Article 52

Les présents statuts sont complétés par un ou plusieurs règlements généraux, élaborés par le conseil d'administration et ratifiés par l'assemblée générale. Ces règlements sont opposables et applicables aux associés et mandants.

Article 53

Sur décision du comité de gestion journalière et moyennant la signature d'une annexe au contrat de travail, réglant les conflits d'intérêts et suspendant l'exercice des droits sociaux en tant qu'associé, un associé peut faire partie du personnel de la Sabam.

Article 54

Le texte des présents statuts a été rédigé en langue française et en langue néerlandaise, chacun des deux textes faisant foi.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Texte mis à jour suivant les modifications adoptées par l'assemblée générale du 20 mai 2019 et qui est entré en vigueur le 20 mai 2019.

TABLE DES MATIÈRES

Première partie : Des associés	28
Chapitre I : Généralités	28
Chapitre II : Conditions générales d'admission	29
Associés ordinaires auteurs	29
Associés ordinaires éditeurs	30
Associés adhérents	31
Chapitre III : Personnes morales ayants droit intellectuels	32
Titre 1 : Ayants droit intellectuels	32
Titre 2 : Editeurs	33
Titre 3 : Héritiers et légataires	34
Chapitre IV : Obligations des associés	34
Deuxième partie : Gestion de la société	35
Commission admission	35
Commission des programmes	36
Commissions classification	36
Troisième partie : Attribution et répartition des droits	36
Chapitre I : Déclaration d'œuvres	36
Généralités	36
Déclarations des œuvres par les ayants droit intellectuels	39
Déclaration des œuvres par les éditeurs	42
Règles spéciales concernant la sous-édition	46
Chapitre II : Calcul des droits	48
Répartitions collectives	48
Répartitions individuelles	54
Chapitre III : Principes généraux de répartition	56
Décomptes	58
Avances	59
Clés de répartition	61
Règles spéciales concernant les œuvres audiovisuelles	62
Chapitre IV : Contrôle des programmes	63
Chapitre V : Dispositions finales	63
Annexe : Clés de répartition	64
Statut confédéral de la sous-édition d'œuvres musicales (avec ou sans texte)	68

PREMIERE PARTIE

Des associés

CHAPITRE I

Généralités

Article 1

Les auteurs et éditeurs qui satisfont aux dispositions statutaires pour devenir membre de la société Belge des Auteurs, Compositeurs et Editeurs, en abrégé la Sabam, et qui cèdent à la société leurs droits en vertu d'une cession fiduciaire, acquièrent la qualité d'associé de la Sabam.

Les associés de la Sabam sont subdivisés en 2 catégories internes, à savoir les associés ordinaires et les associés adhérents.

Article 2

On entend par :

a) **AYANTS DROIT** : les titulaires d'un droit d'auteur sur une œuvre protégée qui sont soit associés de la Sabam ; soit membres, affiliés ou tiers, représentés par une autre société d'auteurs avec laquelle la Sabam a conclu un contrat de réciprocité ou un mandat.

b) **AYANTS DROIT INTELLECTUELS** : les personnes physiques qui, par leur apport créatif, ont contribué à la réalisation d'une œuvre protégée par le droit d'auteur et qui sont les ayants droit originaux des droits d'auteur. Du fait d'un apport à une société, les droits peuvent appartenir à une personne morale.

c) **EDITEURS** : les personnes physiques ou morales qui bénéficient, du fait d'un contrat, des droits d'exploitation sur une œuvre protégée par le droit d'auteur, et qui, en vertu de leurs obligations contractuelles, reproduisent l'œuvre et la mettent en circulation, recevant en échange une partie convenue des droits d'auteur.

Article 3

Le conseil d'administration décide de l'admission des associés sur la base des conditions fixées dans les statuts et le règlement général.

Article 4

Dans leurs rapports avec la société, les associés font choix du régime linguistique auquel ils désirent appartenir.

Lors de leur admission, ils indiquent également la discipline pour laquelle ils souhaitent éventuellement, au cours de leur affiliation à la Sabam, se porter candidat administrateur ou candidat membre complémentaire d'un collègue.

A défaut du choix de la discipline dans le contrat d'affiliation, le conseil d'administration détermine celle-ci en fonction des catégories d'œuvres pour lesquelles des droits leur ont été attribués.

La modification du choix de la discipline n'est possible qu'avec l'approbation du conseil d'administration et pour autant que l'associé opte pour une discipline dans laquelle il a obtenu un quorum de droits supérieur.

Article 5

Les frais pour la gestion des droits sont couverts par le biais, d'une part, des commissions qui sont prélevées sur décision du conseil d'administration sur les droits à verser et, d'autre part, d'une contribution annuelle qui est due par les associés.

Le montant de cette contribution annuelle est fixé par le conseil d'administration et peut varier par catégorie interne d'associés ou par groupe d'associés, et peut être déduit des droits à répartir aux associés ou, à défaut, réclamé à ceux-ci.

La décision du conseil d'administration et l'invitation à payer la contribution annuelle sont communiquées soit par notification, soit par voie de communication dans une publication périodique de la Sabam, soit enfin via le site Internet de la Sabam.

L'associé qui, mis en demeure de se conformer aux présentes obligations, ne s'exécute pas, peut être exclu, conformément à la procédure prévue à cet effet dans les statuts. Cette exclusion prend effet le premier jour de l'exercice social suivant l'exercice au cours duquel le conseil d'administration a pris la décision d'exclusion.

Les frais occasionnés par des services extraordinaires rendus à un associé, à un groupe d'associés, ou à une catégorie d'associés peuvent, par décision du conseil d'administration, être mis, en tout ou en partie, à charge du ou des intéressés.

CHAPITRE II

Conditions générales d'admission

Article 6

ASSOCIÉS ORDINAIRES AUTEURS

Les auteurs ci-après peuvent être admis en qualité d'associé ordinaire, à condition qu'ils se conforment aux dispositions statutaires et remplissent les conditions supplémentaires telles que mentionnées ci-après :

- 1) les compositeurs : avoir déposé au moins 5 œuvres ou des œuvres d'une durée totale de 15 minutes au moins.
- 2) les paroliers ou auteurs de textes pour œuvres musicales : avoir déposé au moins 5 œuvres ou des œuvres d'une durée totale de 15 minutes au moins.
- 3) les auteurs de sketches et de revues : avoir déposé soit au moins 5 œuvres ou des œuvres d'une durée totale de 15 minutes au moins ; soit une revue d'une durée totale de 30 minutes au moins.
- 4) les auteurs d'œuvres dramatiques, à savoir le théâtre parlé, le théâtre lyrique (opéra, opérette et comédie musicale), la chorégraphie et le théâtre musical expérimental : avoir déposé 5 œuvres ou des œuvres d'une durée totale d'au moins 15 minutes.
- 5) les auteurs d'œuvres radiophoniques : avoir déposé au moins 5 œuvres ou des œuvres d'une durée totale de 15 minutes au moins.
- 6) les scénaristes et réalisateurs : le dépôt d'un scénario ou d'une ou plusieurs œuvres audiovisuelles réalisées.
- 7) les traducteurs, adaptateurs et arrangeurs : avoir déposé 5 traductions, adaptations, ou arrangements ou des œuvres d'une durée totale d'au moins 15 minutes. Seuls les traductions, adaptations ou arrangements pour lesquels l'autorisation des ayants droit de l'œuvre originale a été obtenue, sont pris en considération.
- 8) les artistes plasticiens, auteurs graphiques, illustrateurs, dessinateurs de bande dessinée et photographes, architectes et auteurs des arts appliqués : afin de donner un aperçu de leurs œuvres, les candidats présenteront un dossier justifiant de leurs activités accompagné entre autres d'un curriculum artistique auquel seront jointes au moins 5 photos ou photocopies ou impressions d'œuvres ainsi qu'un certain nombre de références d'expositions (pour les œuvres d'arts plastiques uniquement) ou de projets d'exposition, de commandes exécutées, d'articles de presse, de publication de leurs œuvres dans des catalogues, revues ou journaux ou encore, l'obtention d'éventuels prix ou reconnaissances.

La gestion par la Sabam des droits des architectes et des auteurs des arts appliqués est limitée à la rémunération pour la copie privée, la reprographie et le droit de prêt.

- 9) les gens de lettres : avoir déposé soit un roman ou un recueil de poésie publié contenant au moins 15 poèmes ; soit 5 textes de conférence d'une durée totale de 30 minutes au moins, soit 5 nouvelles ou des nouvelles totalisant au moins 15 pages.
- 10) les auteurs d'œuvres scientifiques et journalistiques : avoir déposé 5 articles publiés ou une œuvre publiée contenant au moins 15 pages.

La gestion par la Sabam des droits sur les œuvres scientifiques et journalistiques est limitée à la rémunération pour la copie privée, la reprographie et le droit de prêt.

Peuvent également être admis en qualité d'associé ordinaire les auteurs satisfaisant aux conditions statutaires d'adhésion et dont les œuvres ont généré au moins 1.240 € en droits d'auteur dans les 3 ans depuis la date de réception par la Sabam de leur demande d'affiliation manuscrite dûment signée ou depuis la date d'enregistrement par la Sabam de la demande d'affiliation électronique.

Si après 3 ans ce quorum de 1.240 € n'est pas atteint, les droits d'auteur disponibles seront répartis et il sera mis fin d'office à leur demande d'affiliation.

Tout candidat est tenu de déclarer ses œuvres conformément aux stipulations du règlement général. Seules des œuvres originales contenant un apport créatif ainsi que des traductions, adaptations et arrangements autorisés par les ayants droit originaux sont susceptibles d'être pris en considération.

Les auteurs qui sont déjà affiliés à une autre société belge ou étrangère de gestion collective des droits d'auteur peuvent déposer à la Sabam une demande intégrale ou partielle d'affiliation sans devoir prouver leur qualité d'auteur. La preuve de leur affiliation à une autre société d'auteurs suffit et remplace les conditions susmentionnées.

Article 7

ASSOCIES ORDINAIRES EDITEURS

Peuvent être admis en qualité d'associé ordinaire éditeur, les éditeurs qui se conforment aux dispositions de l'article 6 des statuts et qui remplissent les conditions particulières mentionnées ci-après :

1. En ce qui concerne le statut juridique :
 - fournir la preuve de son statut juridique (Banque-carrefour des entreprises, Moniteur Belge). Cette preuve doit faire mention explicite du fait que l'activité - aussi bien celle exercée par les personnes physiques que celle exercée par les personnes morales - comprend l'édition d'œuvres protégées par le droit d'auteur, ainsi que la dénomination commerciale sous laquelle les œuvres sont éditées.
 - fournir le texte des statuts tels que publiés au Moniteur Belge. Doivent être mentionnées, dans les statuts de la société, la description de l'objet social, lequel doit prévoir spécifiquement l'édition d'œuvres protégées par le droit d'auteur, et la dénomination sous laquelle la société exerce ses activités d'édition ;
 - fournir la preuve de l'actionnariat, administrateurs ou gérants ou encore, la preuve d'une représentation valable en droit.
2. En matière d'œuvres à déposer :
 - a. pour les éditeurs musicaux : soit déposer un ou plusieurs contrats d'édition originaux portant sur 5 œuvres ou sur des œuvres avec une durée totale de 15 minutes. En cas de coédition, il n'est tenu compte pour chaque coéditeur que de sa part. Soit déposer un ou plusieurs contrats de sous-édition portant sur soit des cessions individuelles pour une série d'œuvres ; soit une représentation générale d'un catalogue d'édition dont l'édition originale relève de la gestion collective d'une société d'auteurs belge ou étrangère.

- b. pour les éditeurs d'œuvres littéraires, de sketches, de revues et d'œuvres dramatiques : en fonction du genre auquel appartiennent les œuvres, satisfaire aux mêmes conditions que celles qui sont d'application pour les auteurs (voir supra), seules les œuvres en première édition étant prises en considération.
Les œuvres doivent être déclarées conformément aux stipulations du règlement général.
3. En ce qui concerne l'exploitation : fournir la preuve que les œuvres éditées sont effectivement exploitées ; à savoir : fournir entre autres des supports sonores commerciaux ou d'autres supports dont il ressort une réelle exploitation, ou encore une preuve de représentation.

Les éditeurs qui sont déjà affiliés à une autre société belge ou étrangère de gestion collective de droits d'auteur peuvent présenter à la Sabam une demande d'affiliation intégrale ou partielle sans devoir présenter des contrats d'édition et sans devoir fournir une preuve d'exploitation. La preuve de leur affiliation auprès d'une autre société d'auteurs suffit et remplace les conditions telles qu'énumérées aux points 2 et 3 ci-dessus.

Article 8

Dans le contrat d'affiliation et de cession fiduciaire, les associés déterminent les droits qu'ils cèdent à la gestion collective de la Sabam.
Conformément aux statuts, le conseil d'administration a le droit d'effectuer une retenue de maximum 10% sur certains droits bien définis afin d'utiliser ces montants à des fins sociales et culturelles.

Les droits suivants des associés de la Sabam sont soumis à cette retenue :

- a) le droit d'exécution, de représentation ou de récitation, y compris le droit de projection de films ;
- b) le droit d'exécution primaire pour les œuvres diffusées par les radiodiffuseurs, et ce quelle que soit la technique utilisée par les radiodiffuseurs ; e.a. via les ondes, le câble, le satellite, la technique de l'injection directe ou l'Internet (simulcasting/webcasting) ;
- c) le droit d'exécution secondaire pour la communication par satellite, pour la retransmission par câble ou via la technique de l'injection directe ;
- d) le droit d'exécution pour l'utilisation en ligne non-interactive d'œuvres ;
- e) les droits de reproduction des auteurs d'œuvres littéraires ;
- f) les droits de reproduction des auteurs d'œuvres des arts visuels, de la photographie et des arts graphiques.

Cette retenue est effectuée sur tous les droits susmentionnés de l'ensemble des associés de la Sabam, y compris les associés adhérents.

Article 9

ASSOCIES ADHERENTS

Les héritiers, les ayants droit ou les ayants cause des ayants droit intellectuels peuvent être admis en qualité d'associé adhérent s'ils satisfont aux conditions d'affiliation statutaires.

Les associés adhérents disposent des mêmes droits et des mêmes devoirs que les associés ordinaires, et les statuts et le règlement général s'appliquent invariablement à eux, étant bien entendu qu'ils ne peuvent pas poser leur candidature pour un mandat d'administrateur ou de membre complémentaire d'un collège.

Article 10

La durée des contrats d'associé est celle de la société. Il ne peut y être mis fin que conformément à la loi et aux dispositions statutaires relatives à la fin de la qualité d'associé (e.a. démission, exclusion, décès).

Article 11

Le candidat associé peut adresser sa demande d'affiliation à la Sabam soit de façon manuscrite au moyen du bulletin prévu à cet effet ; soit électroniquement via la procédure prévue à cet effet sur le site Internet de la Sabam.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- 1) si le candidat associé est une PERSONNE PHYSIQUE : une copie d'une pièce d'identité officielle.
- 2) si le candidat associé est une PERSONNE MORALE :
 - produire une copie de l'acte constitutif de la société ; la preuve de l'accomplissement des formalités légales de publication et d'inscription et un extrait de son inscription à la Banque-carrefour des entreprises ;
 - fournir la preuve de l'identité des personnes physiques qui sont habilitées à représenter la personne morale, de la publication de cette identité au Moniteur Belge ainsi que de toute actualisation de ces données.
- 3) la preuve de l'utilisation d'un pseudonyme éventuel.

Par pseudonyme, on entend toute appellation qui diffère des données reprises sur la carte d'identité. L'enregistrement de pseudonymes est subordonné au paiement d'une redevance, dont le montant est fixé par le conseil d'administration. La redevance est également due lors de chaque changement de pseudonyme. Le pseudonyme ne pourra présenter aucun risque de confusion avec des noms ou des pseudonymes existants et, en cas d'enregistrement d'un homonyme, une procédure d'information est suivie. En aucun cas la Sabam ne peut être rendue responsable du choix de pseudonymes.
- 4) en ce qui concerne les auteurs, fournir la preuve de leurs œuvres et, en ce qui concerne les éditeurs, fournir la preuve des contrats d'édition conclus par eux et de l'exploitation réelle des œuvres.

Toute fausse déclaration rendra de plein droit l'admission du candidat nulle et non avenue.

CHAPITRE III

TITRE 1. PERSONNES MORALES AYANTS DROIT INTELLECTUELS

Ayants droit intellectuels

Article 12

Un auteur peut, soit transférer la propriété de ses droits patrimoniaux d'auteur sur tout ou partie de ses œuvres ; soit confier l'exploitation de ses droits patrimoniaux sur toutes ses œuvres, à une personne morale.

L'auteur qui transfère la propriété de ses droits patrimoniaux d'auteur sur tout ou partie de ses œuvres à une personne morale par apport, vente ou d'une autre manière, sera seul habilité à représenter ladite personne morale auprès de la Sabam. En cette qualité, il recevra copie des feuillets de répartition portant sur les œuvres dont les droits patrimoniaux d'auteur ont été transférés à la personne morale.

Cette personne morale peut être admise en qualité d'associé de la Sabam pour autant qu'elle se conforme aux conditions statutaires d'affiliation ainsi qu'aux conditions spécifiques imposées par le présent règlement.

L'auteur qui ne conserve plus en son nom personnel un répertoire répondant aux conditions reprises au présent règlement pour être associé de la Sabam, perd automatiquement cette qualité.

L'auteur qui confie à une personne morale l'exploitation de ses droits patrimoniaux d'auteur sur la totalité de ses œuvres, dans le cadre d'un contrat de licence ou d'exploitation, ou de toute autre manière n'opérant pas un transfert de propriété sur ses œuvres, reste associé de la Sabam et bénéficie des droits sociaux afférents à cette qualité.

Article 13

Une personne morale ayant droit intellectuel ayant acquis la propriété des droits patrimoniaux d'auteur et qui satisfait aux conditions d'affiliation statutaires, ainsi qu'aux conditions d'admission réglementaires, peut être admise en qualité d'associé de la Sabam à condition qu'elle soit constituée soit sous la forme d'une société unipersonnelle dont toutes les parts sont détenues par l'auteur, ayant droit original ; soit sous la forme d'une société dont toutes les parts ou actions sont nominatives et dont l'auteur détient au moins 90% de celles-ci.

La personne morale ayant droit intellectuel ne peut gérer d'autres droits que ceux transférés par ce seul auteur.

La personne morale ayant droit intellectuel perd d'office sa qualité d'associé de la Sabam à l'échéance du délai de protection des œuvres.

Le candidat personne morale ayant droit intellectuel doit fournir à la Sabam les documents et informations suivants :

- la copie certifiée conforme des statuts et leur publication aux annexes du Moniteur Belge avec mention de l'objet social ;
- la copie du registre des actions ou parts nominatives ;
- le relevé des données personnelles (pièces d'identité officielles) de l'auteur, ayant droit original des œuvres ;
- la preuve du transfert de la propriété de ses droits patrimoniaux d'auteur sur les œuvres et une liste complète de celles-ci.

Dès qu'elle est admise comme associé, la personne morale ayant droit intellectuel s'engage à informer sans délai la Sabam de toute modification apportée aux éléments d'informations qui précèdent.

En outre, la personne morale ayant droit intellectuel s'engage à informer la Sabam du décès de l'auteur, ayant droit original ; ainsi qu'à informer la Sabam si les œuvres de l'auteur décédé continueront à être gérées de la même façon par la personne morale ayant droit intellectuel et quels héritiers ou ayants cause ont acquis les parts de l'auteur décédé. Le cas échéant, la personne morale ayant droit intellectuel acquiert la qualité d'associé adhérent de la Sabam.

La déclaration d'œuvres par une personne morale ayant droit intellectuel doit se faire conformément aux dispositions du règlement général.

Une personne morale ayant droit intellectuel qui ne respecte pas l'obligation d'information à la Sabam peut être exclue.

TITRE 2. EDITEURS

Article 14

Sous réserve du respect des contrats d'exploitation conclus par la Sabam, cesse d'être affilié en qualité d'éditeur-associé, tout éditeur qui cède son fonds d'édition à un tiers ou qui en fait apport à une autre société :

1. en totalité ;
2. en partie, de telle façon qu'il n'est plus propriétaire d'un répertoire au moins équivalent à celui qui est exigé par le règlement général pour l'admission d'associés éditeurs.

TITRE 3. HERITIERS ET LEGATAIRES

Article 15

Pour bénéficier de droits d'auteur, les héritiers et les légataires devront se faire représenter par un seul mandataire, qui peut être une personne physique ou une personne morale. Une personne morale ne peut gérer d'autres droits d'auteur que ceux de l'auteur décédé.

Les héritiers et les légataires doivent transmettre à la Sabam un acte de notoriété ou un acte de dévolution successorale, en original ou en copie certifiée conforme.

Les mandats doivent être signés par tous les héritiers et/ou légataires.

Le mandataire est admis à la qualité d'associé-adhérent de la Sabam s'il se conforme aux conditions d'affiliation statutaires et s'il signe un contrat d'affiliation et de cession fiduciaire.

CHAPITRE IV

Obligations des associés

Article 16

Les associés doivent se conformer aux statuts, au règlement général et aux décisions du conseil d'administration, et plus particulièrement s'engager à :

- ne conclure aucune convention qui dispose, en faveur de qui que ce soit, des droits cédés à la Sabam ;
- ne convenir avec un collaborateur ou avec un éditeur d'aucun mode de répartition qui dérogerait aux statuts ou au règlement général ;
- ne participer directement ou indirectement ni à l'accaparement de programmes, ni à l'établissement de programmes faux ou inexacts ;
- en tant qu'usager du droit d'auteur, à respecter la loi sur le droit d'auteur.

Les associés qui veulent, conformément à l'article 10 des statuts, fournir eux-mêmes l'autorisation pour une utilisation d'une ou plusieurs œuvres en contrepartie de laquelle il n'y a pas d'avantage commercial, doivent en informer par écrit la Sabam 60 jours avant l'utilisation concernée. S'il y a plusieurs ayants droit concernés dans l'œuvre, l'accord écrit de ceux-ci doit être communiqué. La Sabam n'a, pour cette utilisation spécifique, aucune obligation à l'encontre de l'(des) associé(s) concerné(s).

Les associés sont tenus, conformément aux dispositions du règlement général, de déclarer sous leur propre responsabilité, les œuvres dont ils sont les ayants droit et de garantir que ces œuvres ne comportent pas d'imitation, de plagiat ou d'emprunt illégitime. En cas de litige, les associés doivent présenter, à première demande de la Sabam, tous documents prouvant leur qualité d'ayant droit.

En cas de litige, un associé de la Sabam peut demander, contre paiement de frais administratifs définis sur décision du conseil d'administration, que la Sabam établisse un rapport d'experts. La demande est adressée au comité de gestion journalière.

La partie requérante doit communiquer, dans le mois suivant la réception du rapport d'experts, à la Sabam si elle va entreprendre ou non des démarches supplémentaires. Si oui, la Sabam informera la partie adverse du contenu du rapport d'experts et demandera aux parties de régler l'affaire entre elles.

Sur demande d'une des parties, et à titre de mesure conservatoire, les droits sur l'œuvre concernée peuvent être bloqués sur décision du conseil d'administration, et ce pour une période de maximum un an.

Si, après un an, les parties ne mènent pas de négociations ou n'ont pas intenté de procédure judiciaire, les droits seront débloqués automatiquement. En cas de blocage / déblocage de droits, la Sabam mettra en œuvre les moyens nécessaires pour obtenir une mesure similaire auprès de ses sociétés sœurs. La Sabam ne porte aucune responsabilité sur ce point étant donné que de telles mesures relèvent du pouvoir souverain d'appréciation des sociétés sœurs.

D'une façon générale, les associés s'engagent à ne rien faire ou entreprendre qui pourrait être de nature à causer un préjudice moral ou matériel à la Sabam et à ses associés.

Article 17

Les associés s'engagent à informer la Sabam, dès leur admission, des droits dont ils ont confié la gestion à une autre société d'auteurs ou encore dont ils exercent eux-mêmes la gestion.

Les associés personnes physiques sont tenus de communiquer à la Sabam, par écrit et sans délai, tout changement d'adresse et toute modification de données personnelles ou de compte financier.

Les associés personnes morales sont tenus d'informer la Sabam, par écrit et sans délai, de toute modification des statuts, siège social, objet social, forme juridique, nom et adresse des représentants personnes physiques et compte financier.

Les personnes morales ayants droit intellectuels sont tenues d'actualiser les informations et la liste des œuvres déterminées dans les dispositions du règlement général.

DEUXIEME PARTIE

Gestion de la société

Commission admission

Article 18

Le contrôle et les décisions en ce qui concerne les demandes d'affiliation sont assurés par la commission admission.

La commission est constituée chaque année sur décision du conseil d'administration et est présidée par un administrateur désigné par le conseil d'administration.

Chaque demande d'un candidat-associé sera évaluée conformément aux conditions d'admission statutaires objectives et non-discriminatoires.

L'administration, assistée ou non par la commission, peut demander aux candidats-associés tous les renseignements et documents nécessaires et/ou entendre les intéressés.

La liste des nouveaux associés qui ont été acceptés par le président, en concertation avec l'administration, ainsi que les procès-verbaux des réunions de la commission admission sont transmis pour information au conseil d'administration.

Dans le cas exceptionnel où le président de la commission admission estime que, sur base des conclusions de la commission, il ne peut pas décider au sujet d'une demande d'affiliation, il soumet alors cette demande pour décision au conseil d'administration.

Commission des programmes

Article 19

La vérification et la validation des programmes qui entrent en ligne de compte pour la répartition des droits sont assurées par deux administrateurs dont un au moins relève de la discipline des programmes concernés - un de chaque rôle linguistique - désignés par le conseil d'administration. La commission des programmes compétente analyse d'éventuels faux programmes ou programmes inexacts.

Elle peut procéder à l'audition des intéressés et proposer au conseil d'administration une sanction, comme prévu dans les statuts.

Commissions classification

Article 20

Au sein de la Sabam, il existe trois commissions qui sont compétentes en matière de classification d'œuvres, à savoir : la commission classification musique, la commission classification textes et œuvres audiovisuelles, et la commission arrangements sur le domaine public.

Les questions ou contestations éventuelles relatives à la documentation des œuvres, y compris la classification selon le genre des œuvres, sont soumis à l'une de ces commissions.

Les commissions sont constituées chaque année sur décision du conseil d'administration et sont présidées par un administrateur de la Sabam.

Les commissions peuvent réclamer toute information ou document nécessaire, et éventuellement faire passer une audition aux intéressés afin d'être en mesure de classer/documenter les œuvres.

TROISIEME PARTIE

Attribution et répartition des droits

CHAPITRE I

Déclaration d'œuvres

Généralités

Article 21

Afin de permettre la perception et la répartition des droits, la déclaration de toutes les œuvres éditées est obligatoire.

Si l'œuvre n'est pas éditée, sa déclaration est laissée à l'appréciation de l'ayant droit. Celui-ci ne pourra cependant prétendre à quelques répartitions que ce soit pour une période antérieure à la déclaration.

Un associé peut déclarer ses œuvres à la Sabam soit de façon manuscrite au moyen des bulletins réservés à cet effet, soit électroniquement via la procédure prévue à cet effet sur le site Internet de la Sabam.

La déclaration doit être faite avant l'exécution ou la reproduction.

Pour pouvoir prétendre à une rémunération pour la reprographie, les œuvres concernées doivent être déclarées entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre de l'année suivant la publication sur les bulletins destinés à cet effet, avec mention de la date de publication. La déclaration doit se faire par ayant droit.

A l'exception de la déclaration nécessaire pour l'attribution des droits de reprographie, les artistes plasticiens, graphiques et les photographes sont, en raison de la nature de leurs œuvres, dispensés de l'obligation de déclarer leurs œuvres. Ils doivent toutefois se soumettre à l'obligation de présenter en cas de contestation tous les documents susceptibles d'attester leur qualité d'ayant droit (esquisses, photos d'œuvres, rapports d'expositions, témoignages, contrats, ...).

La déclaration d'œuvres par des personnes morales ayants droit intellectuels doit être accompagnée de la mention des noms des auteurs-compositeurs, qui sont les ayants droit originaux de l'œuvre déclarée et qui l'ont apportée définitivement à la personne morale ayant droit intellectuel.

Sans préjudice de la possible imposition des sanctions prévues dans les statuts, aucun arriéré ne pourra être payé lorsque le défaut de perception ou de répartition est dû à une déclaration tardive de l'œuvre. Celle-ci doit être régularisée. Les droits ne peuvent être répartis qu'au moment de la régularisation, et sans effet rétroactif.

Le bulletin de déclaration doit entre autres mentionner le minutage et le genre de l'œuvre. Les renseignements du bulletin doivent être conformes à ceux de l'exemplaire de l'œuvre déposée.

La déclaration des œuvres doit se faire conformément aux modalités prévues dans les articles 25 et 27. Les bulletins de déclaration doivent être remplis intégralement et mentionner tous les ayants droit de l'œuvre déclarée. Les déclarations sont faites sous la responsabilité de ceux qui déclarent une œuvre. Le déclarant est responsable dans le cas où la déclaration n'est pas effectuée en conformité avec ce dont les différents ayants droit concernés par l'œuvre ont convenu. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, les déclarants doivent assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

Les données de déclaration sont conservées dans les archives de la Sabam.

A la demande de la Sabam, tout associé est tenu de fournir le manuscrit ou les documents de nature à justifier sa propriété sur l'œuvre déclarée.

La Sabam décline toute responsabilité en cas d'erreurs de répartition attribuables au double emploi d'un titre au nom du (des) même(s) ayant(s) droit ou homonymes.

Les déclarations pourront être soumises au paiement des frais d'administration dont le montant est fixé par le conseil d'administration et peut varier par qualité (auteur / éditeur). Ce montant peut être retenu sur les droits à répartir aux associés et, à défaut, réclamé aux associés.

Article 22

L'inscription d'une œuvre n'engage en aucune façon la responsabilité de la Sabam. Elle ne constitue pas une garantie d'originalité.

En cas d'utilisation d'œuvres existantes, ou en cas d'emprunt d'œuvres protégées ou non-protégées, le déclarant est tenu d'indiquer de façon précise les sources qu'il a utilisées.

Les arrangements, adaptations et traductions doivent être déclarés, soit sous un titre nouveau qui leur est propre accompagné du titre original mentionné comme sous-titre, soit sous le titre original accompagné d'un sous-titre nouveau afin d'éviter toute confusion possible avec l'œuvre originale.

L'arrangeur, l'adaptateur ou le traducteur d'une œuvre protégée ne peut participer à la répartition que moyennant l'autorisation de tous les ayants droit originaux concernés ou des personnes ou personnes morales compétentes à cet effet.

A la demande de la Sabam, le déclarant remet à la Sabam une copie de l'autorisation écrite ou veille à la confirmation électronique des ayants droit intellectuels originaux ou des personnes ou personnes morales qualifiées à cet effet.

La Sabam ne peut en aucun cas être tenue responsable si un ayant droit réclame, en dépit des dispositions du règlement général, une part dans l'arrangement, la traduction ou l'adaptation sans avoir obtenu l'autorisation des ayants droit originaux concernés ou celle des personnes ou personnes morales compétentes à cet effet.

Le déclarant est responsable dans le cas où la déclaration n'est pas effectuée en conformité avec ce dont les différents ayants droit concernés par l'œuvre ont convenu. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, les déclarants doivent assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

Seul l'arrangeur, l'adaptateur ou le traducteur figurant sur le bulletin de déclaration peut participer à la répartition.

Les emprunts à des œuvres encore protégées sans autorisation des ayants droit sont interdits. Au cas où une œuvre a été communiquée au public de manière licite, l'ayant droit ne peut, en tenant compte des usages honnêtes de la profession, s'opposer à l'utilisation de son œuvre sous la forme d'une caricature, d'une parodie ou d'un pastiche.

Par caricature, parodie ou pastiche, il faut entendre l'œuvre dérivée d'une œuvre originale inspirée par un ton humoristique, une destination critique et qui n'est pas susceptible de créer une confusion dans l'esprit du public.

Dans le cas de caricature, de parodie ou de pastiche, les différentes personnes ou instances suivantes sont, selon le cas, informées par les services de la Sabam :

- soit le(s) auteur(s) de l'œuvre originale encore protégée, associé(s) de la Sabam ;
- soit l'éditeur ou le sous-éditeur, associés de la Sabam ;
- soit la société d'auteurs à laquelle le(s) auteur(s) originaux ou le(s) éditeur(s) est/sont affiliés.

Sur base de ces informations, les ayants droit peuvent juger si leurs droits moraux ont été violés et prendre, si nécessaire, des mesures.

Toutefois, l'auteur de la caricature, de la parodie ou du pastiche ne peut bénéficier d'une part des droits sur sa version que moyennant l'accord exprès des ayants droit de l'œuvre originale.

Article 23

Le conseil d'administration décidera des modalités de déclaration pour les cas non couverts par les présentes dispositions.

Déclarations des œuvres par les ayants droit intellectuels

Article 24

Dans les cas prévus par le règlement général où des manuscrits et des enregistrements doivent être déposés, ceux-ci doivent être retirés par les auteurs. La Sabam ne pourra nullement être tenue pour responsable de la perte d'un manuscrit ou d'un enregistrement renvoyé par la poste, ou de l'effacement de l'enregistrement ou de toute autre détérioration possible. Il est conseillé aux associés de conserver une copie de leur manuscrit ou enregistrement.

Article 25

Excepté pour la caricature, la parodie ou le pastiche, l'autorisation des ayants droit originaux est toujours requise pour l'utilisation d'œuvres protégées préexistantes, et ceci indépendamment du genre des œuvres.

La déclaration d'une composition sur un texte préexistant protégé n'est acceptée que si le bulletin de déclaration porte la signature indélébile de l'auteur ou de son mandataire, ou du propriétaire du texte, ou s'il est accompagné d'une attestation délivrée par l'auteur ou son mandataire, ou par le propriétaire du texte, autorisant le compositeur à mettre ce texte en musique. La même disposition vaut pour la déclaration d'un texte sur une composition préexistante protégée.

A. MUSIQUE

Pour la déclaration d'œuvres musicales non-éditées, un bulletin de déclaration manuscrit signé par tous les ayants droit intellectuels impliqués dans l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, ou encore un bulletin de déclaration électronique qui a été confirmé par tous les ayants droit intellectuels impliqués dans l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, suffit.

Le déclarant est responsable dans le cas où la déclaration n'est pas effectuée en conformité avec ce dont les différents ayants droit concernés par l'œuvre ont convenu. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, les ayants droit doivent assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

Une modification à une déclaration d'une œuvre inédite n'est prise en compte par la Sabam que si cette modification a été signée / confirmée par tous les ayants droit qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation. Si une déclaration modifiée d'une œuvre inédite concerne une œuvre qui, en tout ou en partie, revient à des ayants droit intellectuels qui ne sont pas affiliés à la Sabam ou qui n'ont pas introduit de demande d'affiliation, l'autorisation de modification de ces ayants droit intellectuels doit être déposée. Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent pas réclamer de droits pour la période précédant la modification.

La déclaration d'œuvres musicales éditées doit, sous la responsabilité de l'éditeur, toujours être précédée par la déclaration des modalités du contrat d'édition.

Pour la déclaration des œuvres musicales faisant l'objet du contrat d'édition, un bulletin de déclaration manuscrit ou électronique suffit, sur lequel est mentionné le numéro de contrat que la Sabam a communiqué au déclarant à l'occasion de la déclaration des modalités du contrat d'édition.

Ce bulletin doit être déposé sous la responsabilité de l'éditeur. Au cas où les œuvres ont été déclarées avant d'être éditées, les déclarations seront jointes à la déclaration du

contrat d'édition.

Dans le cas où une œuvre a été créée par plusieurs ayants droit intellectuels et qu'ils ont conclu chacun séparément un contrat d'édition pour leur part dans l'œuvre, ou seulement par l'un d'entre eux pour sa part (le "split copyright"), une déclaration préalable de l'œuvre par les ayants droit intellectuels qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, est requise, et ce afin de connaître la part exacte de chaque ayant droit dans l'œuvre ; et afin de pouvoir effectuer correctement la répartition ultérieure de cette part avec l'éditeur concerné.

La Sabam ne peut, le cas échéant, être rendue responsable pour une répartition erronée des droits si l'œuvre concernée n'a pas été déclarée préalablement en tant qu'œuvre non-éditée.

Après traitement de la déclaration, les ayants droit concernés qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation peuvent consulter les données des œuvres et des contrats dans la base de données on-line.

Pour la déclaration d'arrangements sur le domaine public, l'arrangeur et/ou l'adaptateur doit déposer, outre le bulletin de déclaration, une partition ou un support sonore de son œuvre ainsi que la partition sur laquelle il s'est basé pour réaliser son arrangement et/ou son adaptation.

Pour la musique sérieuse électro-acoustique et aléatoire, le compositeur doit, outre le bulletin de déclaration, déposer la partition ou la description technique sur laquelle la reproduction et l'exécution sont basées.

Afin de pouvoir bénéficier d'une rémunération pour la reprographie, une déclaration par ayant droit est requise (voir supra).

B. ŒUVRES LITTÉRAIRES, MONOLOGUES ET SKETCHES

Pour la déclaration d'œuvres littéraires, de monologues et de sketches, un bulletin de déclaration manuscrit signé par les ayants droit intellectuels qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation ou un bulletin de déclaration électronique qui a été confirmé par les ayants droit intellectuels qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, suffit.

Une modification à une déclaration d'une œuvre n'est prise en compte par la Sabam que si cette modification a été signée / confirmée par tous les ayants droit qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation. Si une déclaration modifiée concerne une œuvre qui, en tout ou en partie, revient à des ayants droit intellectuels qui ne sont pas affiliés à la Sabam ou qui n'ont pas introduit de demande d'affiliation, l'autorisation de modification de ces ayants droit intellectuels doit être déposée. Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent pas réclamer de droits pour la période précédant la modification.

Afin de pouvoir bénéficier d'une rémunération pour la reprographie, une déclaration par ayant droit est requise (voir supra).

Après traitement de la déclaration, une confirmation électronique est envoyée aux ayants droit concernés qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, et ils peuvent consulter les données des œuvres dans la base de données on-line.

C. ŒUVRES DRAMATIQUES

Pour la déclaration d'œuvres dramatiques, un bulletin de déclaration manuscrit signé par tous les ayants droit intellectuels impliqués dans l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation ou un bulletin de déclaration électronique

qui a été confirmé par tous les ayants droit intellectuels impliqués dans l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, suffit.

Une modification à une déclaration d'une œuvre n'est prise en compte par la Sabam que si cette modification a été signée / confirmée par tous les ayants droit qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation. Si une déclaration modifiée concerne une œuvre qui, en tout ou en partie, revient à des ayants droit intellectuels qui ne sont pas affiliés à la Sabam ou qui n'ont pas introduit de demande d'affiliation, l'autorisation de modification de ces ayants droit intellectuels doit être déposée. Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent pas réclamer de droits pour la période précédant la modification.

À la première demande de la Sabam, les ayants droit intellectuels sont tenus de fournir un exemplaire de l'œuvre. Cet exemplaire sera renvoyé après traitement au déclarant.

Après traitement de la déclaration, les ayants droit concernés qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation peuvent consulter les données des œuvres dans la base de données on-line.

Afin de pouvoir bénéficier d'une rémunération pour la reprographie, une déclaration par ayant droit est requise (voir supra).

D. ŒUVRES AUDIOVISUELLES

- 1) Doivent être déclarées de façon manuscrite ou électronique par l'auteur :
 - a. les œuvres musicales ;
 - b. la réalisation, le découpage ;
 - c. le scénario ;
 - d. les commentaires, les dialogues ;
 - e. en cas de dessins animés et de films d'animation : les images d'animation.

Si les ayants droit intellectuels souhaitent ne pas faire application de la clé de répartition prévue dans ce règlement, ils peuvent convenir librement lors de la déclaration d'une autre clé de répartition.

- 2) À l'appui de la déclaration, il faut fournir conjointement :
 - a. Pour ce qui concerne la part de l'auteur de la musique de film : la liste (cue-sheet) manuscrite ou électronique de toutes les œuvres musicales intercalées ainsi que leur durée d'emploi exprimée en secondes.
 - b. Pour ce qui concerne la part des autres auteurs de l'œuvre audiovisuelle : un bulletin de déclaration manuscrit signé par tous les auteurs qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation ou un bulletin de déclaration électronique pour œuvres audiovisuelles confirmé par eux, ainsi qu'une copie du contrat de production.
Les ayants droit intellectuels sont tenus de fournir, à la première demande de la Sabam, un exemplaire de l'œuvre (découpage, scénario, textes de commentaire, dialogues ou un enregistrement vidéo avec une brève description de l'œuvre). Cet exemplaire est renvoyé après traitement au déclarant.
- 3) Les textes des scénarios et des scènes dialoguées intercalées, tirés d'une œuvre préexistante protégée en Belgique ne pourront être déclarés que si les auteurs de l'adaptation film ou vidéo produisent l'autorisation des ayants droit, héritiers ou ayants cause des auteurs de l'œuvre préexistante.

Une modification à une déclaration d'une œuvre n'est prise en compte par la Sabam que si cette modification a été signée / confirmée par tous les ayants droit qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation. Si une déclaration modifiée concerne une œuvre qui, en tout ou en partie, revient à des ayants droit intellectuels

qui ne sont pas affiliés à la Sabam ou qui n'ont pas introduit de demande d'affiliation, l'autorisation de modification de ces ayants droit intellectuels doit être déposée. Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent pas réclamer de droits pour la période précédant la modification.

Après traitement de la déclaration, les ayants droit concernés qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation peuvent consulter les données des œuvres dans la base de données on-line.

E. ŒUVRES RADIOPHONIQUES

Un bulletin de déclaration manuscrit signé par les ayants droit intellectuels qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation ou un bulletin de déclaration électronique confirmé par tous les ayants droit intellectuels qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, suffit pour la déclaration d'œuvres radiophoniques.

Une modification à une déclaration d'une œuvre n'est prise en compte par la Sabam que si cette modification a été signée / confirmée par tous les ayants droit qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation. Si une déclaration modifiée concerne une œuvre qui, en tout ou en partie, revient à des ayants droit intellectuels qui ne sont pas affiliés à la Sabam ou qui n'ont pas introduit de demande d'affiliation, l'autorisation de modification de ces ayants droit intellectuels doit être déposée. Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent pas réclamer de droits pour la période précédant la modification.

À la première demande de la Sabam, les ayants droit intellectuels sont tenus de fournir un exemplaire de l'œuvre (le texte ou une cassette audio avec une brève description de l'œuvre). Cet exemplaire sera renvoyé après traitement au déclarant.

Après traitement de la déclaration, les ayants droit concernés qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation peuvent consulter les données des œuvres dans la base de données on-line.

Article 26

Toute déclaration d'une œuvre avec emprunt au domaine public est soumise à la *commission arrangements et adaptations sur le domaine public*, laquelle, sur base de critères objectifs, émet un avis permettant ou non d'inscrire cette œuvre au répertoire de la Sabam. L'arrangement et/ou l'adaptation ne peut bénéficier que de 5 points maximum.

L'avis favorable de la commission ne garantit cependant pas le caractère original de l'œuvre et ne peut engager la responsabilité de la Sabam en cas de contestation formulée par un tiers. L'arrangeur et/ou l'adaptateur assume par conséquent la responsabilité pleine et entière de sa déclaration.

En cas d'avis défavorable de la commission ou de contestation d'un tiers, la reconnaissance de l'originalité de l'œuvre nouvelle avec emprunt au domaine public demeure de la seule compétence des cours et tribunaux.

Déclaration des œuvres par les éditeurs

Article 27

Seuls les éditeurs, associés de la Sabam, peuvent déclarer à la Sabam les œuvres dont ils assurent l'édition originale ou encore l'édition sous-originale.

1) Pour garantir ses droits, l'EDITEUR ORIGINAL doit déposer :

a. Le bulletin de déclaration manuscrit ou électronique des contrats d'édition qu'il a conclus sur lequel sont mentionnées les modalités du contrat d'édition. Ce bulletin

doit, sous sa responsabilité, être complété et signé ou confirmé par l'éditeur. À la première demande de la Sabam, l'éditeur est tenu de remettre un exemplaire du contrat d'édition.

L'éditeur est responsable dans le cas où les modalités de la déclaration ne correspondraient pas à celles du contrat d'édition original. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

b. Le bulletin de déclaration des œuvres qui relèvent des contrats d'édition indiqués sous a. en mentionnant le numéro de contrat qu'il a reçu de la Sabam. Ce bulletin de déclaration doit, sous sa responsabilité, être complété et signé ou confirmé par l'éditeur.

L'éditeur est responsable dans le cas où les œuvres déclarées ne correspondraient pas à celles reprises dans le contrat d'édition original. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

c. Les éditeurs peuvent également faire la déclaration des modalités des contrats d'édition et des œuvres qui y sont liées au moyen du CWR (Common Works Registration).

L'éditeur doit mentionner clairement, sous sa responsabilité, la clé de répartition.

À la première demande de la Sabam, l'éditeur est tenu de remettre un exemplaire du contrat d'édition.

L'éditeur est responsable dans le cas où les modalités de la déclaration et des œuvres déclarées ne correspondraient pas à celles du contrat d'édition originale. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

d. En matière de coédition, chaque éditeur est responsable pour la déclaration de sa propre part de coédition sur base de la procédure prévue sous les points a, b et c.

À la première demande de la Sabam, le coéditeur est tenu de remettre un exemplaire du contrat de coédition.

Les coéditeurs sont responsables au cas où les modalités du contrat de coédition ne correspondraient pas à celles du contrat d'édition originale. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, les coéditeurs doivent assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

e. En cas de sous-édition à l'étranger d'œuvres éditées à l'origine en Belgique : le bulletin de déclaration sur lequel sont mentionnées les modalités du contrat de sous-édition. Le bulletin de déclaration manuscrit ou électronique, qui mentionne les modalités du contrat de sous-édition, doit être complété par l'éditeur original, sous sa responsabilité. Il est signé ou confirmé exclusivement par lui en qualité de partie cédante.

L'éditeur original est responsable au cas où les modalités du contrat de sous-édition ne correspondraient pas à celles du contrat d'édition original. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur original doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

f. En matière d'arrangement, de traduction et d'adaptation : le formulaire de déclaration manuscrit ou électronique sur lequel sont mentionnées les modalités du contrat d'édition. Ce formulaire doit être complété par l'éditeur, sous sa responsabilité, et signé ou confirmé. A la première demande de la Sabam, le déclarant est tenu de remettre une copie de l'autorisation écrite ou veille à la confirmation électronique des ayants droit intellectuels originaux ou des personnes ou personnes morales qualifiées à cet effet.

L'éditeur original est responsable dans le cas où les modalités du contrat d'arrangeur, de traducteur ou d'adaptateur ne correspondraient à celles du contrat d'édition originale. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur original doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

g. Au cas où l'éditeur original souhaite réclamer une rémunération pour la reprographie, il doit déposer, entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre de l'année qui suit la publication, un bulletin de déclaration manuscrit ou électronique (e-mail) spécifique pour les œuvres originales éditées par lui qui sont fixées sur un support graphique ou assimilé.

h. La modification d'une déclaration d'un contrat d'édition déjà déclaré et des œuvres liées au contrat d'édition est acceptée seulement si elle est effectuée par l'éditeur concerné dans la déclaration initiale.

Les modifications de déclarations de contrats d'édition et des œuvres liées au contrat d'édition d'autres éditeurs sont seulement prises en compte par la Sabam moyennant l'autorisation de ces derniers. A la première demande de la Sabam, l'éditeur est tenu de remettre un exemplaire de cette autorisation.

L'éditeur est responsable dans le cas où les modalités de la déclaration modifiée et des œuvres déclarées ne correspondraient pas avec celles du contrat d'édition originale ou des accords écrits y relatifs qui auraient été convenus avec les différents ayants droit de l'œuvre concernée. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure

de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

Les ayants droit d'une déclaration modifiée ne peuvent prétendre à des droits pour la période précédant la modification.

i. L'éditeur doit, un mois avant la date d'échéance, informer la Sabam par écrit de la fin du contrat d'édition.

L'éditeur est responsable lorsque la fin du contrat n'a pas été communiquée en temps utile.

Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, l'éditeur original doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

2) Pour garantir ses droits, le SOUS-EDITEUR doit produire :

a. Le bulletin de déclaration sur lequel sont mentionnées les modalités du contrat de sous-édition qu'il a conclu.

Le bulletin de déclaration manuscrit ou électronique, qui mentionne les modalités du contrat de sous-édition, doit être complété par le sous-éditeur, sous sa responsabilité. Il est signé ou confirmé exclusivement par lui en qualité de partie acquéreuse.

Le sous-éditeur est responsable au cas où les modalités du contrat de sous-édition ne correspondraient pas à celles du contrat d'édition originale. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, le sous-éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

b. Le bulletin de déclaration des œuvres qui tombent sous les contrats d'édition indiqués sous a. avec mention du numéro de contrat qu'il a reçu de la Sabam. La déclaration se fait sous la responsabilité du sous-éditeur qui signe la déclaration ou, en cas de déclaration électronique, la confirme.

c. Une déclaration de sous-édition - exploitation locale - en ce qui concerne chaque nouvelle version autorisée par le sous-éditeur.

d. Les sous-éditeurs peuvent également faire la déclaration des modalités des contrats de sous-édition et des œuvres qui y sont liées au moyen du CWR (Common Works Registration).

Le sous-éditeur doit mentionner clairement, sous sa responsabilité, la clé de répartition.

À la première demande de la Sabam, le sous-éditeur est tenu de remettre un exemplaire du contrat de sous-édition.

Le sous-éditeur est responsable dans le cas où les modalités de la déclaration et des œuvres déclarées ne correspondraient pas à celles du contrat de sous-édition. Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, le sous-éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

e. Le sous-éditeur doit, un mois avant la date d'échéance, informer la Sabam par écrit de la fin du contrat de sous-édition.

Le sous-éditeur est responsable lorsque la fin du contrat n'a pas été communiquée en temps utile.

Le cas échéant, les éventuelles demandes de rectification doivent répondre aux conditions prévues dans le cadre de la procédure de plainte évoquée à l'article 40. La Sabam se réserve le droit de récupérer les montants indûment versés à l'associé et/ou d'en demander la restitution.

Si la demande de rectification ne répond pas aux conditions, le sous-éditeur doit assurer les rectifications nécessaires, tant sur le plan administratif que financier.

Règles spéciales concernant la sous-édition

Article 28

Les contrats de sous-édition (à la fois pour les cessions individuelles et pour la représentation d'un catalogue d'édition) doivent être conformes aux dispositions arrêtées par la CISAC (Confédération Internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs) et le BIEM (Bureau International des sociétés gérant les droits d'Enregistrement et de reproduction Mécanique) en la matière, et répondre par conséquent aux trois impératifs suivants :

1. **Durée**
Tout contrat de sous-édition doit avoir une durée de trois ans au moins. Avant la date d'expiration d'un contrat de sous-édition, la Sabam en sera informée par écrit.
2. **Nature de l'accord**
Tout contrat de sous-édition doit préciser si le sous-éditeur est habilité à percevoir les droits mécaniques
 - soit sur tous les disques vendus sur son territoire, quel que soit le pays dans lequel ils ont été produits ;
 - soit sur tous les disques produits sur son territoire, quel que soit le pays dans lequel ils sont vendus.
3. **Territoires de l'accord**
Le territoire, acquis ou cédé en sous-édition, doit correspondre de préférence et dans toute la mesure du possible à des territoires qui se trouvent sous le contrôle des sociétés d'auteurs.

En ce qui concerne les territoires en sous-édition qui ne tombent pas sous le champ d'application d'accords de réciprocité conclus avec des sociétés sœurs, la Sabam n'intervient pas dans la perception et la répartition des droits.

A. Droits d'exécution

La répartition des droits est fonction des dispositions internationales établies dans le "Statut confédéral de la sous-édition d'œuvres musicales, avec ou sans texte" et dont le texte intégral est repris en l'annexe du présent règlement général, à titre d'information.

B. Droits de reproduction mécanique

1) Œuvres étrangères cédées à des sous-éditeurs associés de la Sabam

Quant aux avances éventuellement versées par le sous-éditeur, associé de la Sabam, la récupération de celles-ci sera fonction du règlement de la société des ayants droit originaux.

En aucun cas, la Sabam ne peut être tenue responsable pour l'absence de droits ou encore pour des erreurs dans le paiement des droits qui sont dues à la récupération d'une telle avance.

2) Œuvres belges cédées à des éditeurs

Les parts originales des ayants droit intellectuels ne peuvent faire l'objet d'une réduction de plus de 50 %.

Excepté pour ce qui concerne la récupération d'avances accordées par des éditeurs, associés de la Sabam, à des ayants droit intellectuels, associés de la Sabam et qui relèvent d'une disposition spécifique de ce règlement, toute exception à cette règle de part maximale pour l'éditeur nécessite l'accord exprès de tous les ayants droit intellectuels et du conseil d'administration de la Sabam.

Pour les cessions portant sur des territoires où la Sabam n'est pas représentée en matière de gestion des droits de reproduction mécanique, les dispositions du contrat d'édition suffisent.

Les avances éventuellement versées par le sous-éditeur étranger sur des œuvres belges sont uniquement récupérables sur la part de l'éditeur original.

L'éditeur original, associé de la Sabam qui, dans le cadre d'avances consenties aux ayants droit intellectuels, dispose provisoirement de 100 % des droits de reproduction mécanique peut les céder provisoirement à un sous-éditeur étranger jusqu'à récupération de l'avance.

Article 29

Un éditeur peut bénéficier d'une partie des droits de représentation de sketches, revues et œuvres dramatiques (à l'exception de toutes les autres catégories de droits) qui ne sont pas nécessairement fixés sur un support, à condition que les ayants droit intellectuels aient donné leur autorisation expresse à cet effet en vertu d'un contrat écrit.

Le cas échéant, l'œuvre concernée doit être déclarée via un formulaire manuscrit ou électronique, avec mention spécifique de la part de l'éditeur, signé ou confirmé par toutes les parties.

Excepté à une part dans les œuvres musicales qui font partie intégrante d'une œuvre audiovisuelle (sont ici comprises à la fois la musique préexistante et la musique créée spécialement pour l'œuvre audiovisuelle), ainsi qu'à une part dans l'œuvre littéraire éventuellement préexistante, un éditeur ne peut pas prétendre à une part des droits d'une œuvre audiovisuelle.

CHAPITRE II

Calcul des droits

Répartitions collectives

Article 30

Par répartitions collectives, il faut entendre la répartition des droits qui ont été perçus forfaitairement par la Sabam en vertu de contrats d'exploitation généraux conclus avec les utilisateurs de son répertoire.

Article 31

Détermination du minutage et du genre des œuvres

A. Le minutage de l'œuvre

1) Exécutions en Radio et TV

Le minutage pris en considération pour la répartition des droits est le minutage qui figure sur le relevé des œuvres diffusées dont dispose la Sabam.

2) Autres exécutions

Pour les œuvres de durée fixe, indiquée sur le bulletin de déclaration : cette durée est admise sous réserve de contrôle.

Pour la musique électro-acoustique et aléatoire du genre sérieux de durée variable : un minimum et un maximum doivent être indiqués par le compositeur sur le bulletin de déclaration. La commission compétente détermine la durée qui sera prise en considération pour la répartition, sans que cette durée puisse dépasser 150 % du minimum indiqué.

Un coefficient de durée est attribué à chaque œuvre suivant le tableau ci-dessous. Ce coefficient est appliqué si la durée de l'exécution n'est pas explicitement indiquée sur les programmes des droits généraux et des appareils mécaniques.

0,25	pour les exécutions d'une durée allant jusqu'à 30 secondes
0,50	pour les exécutions d'une durée de 31 à 60 secondes
1	pour les exécutions de plus de 1 minute jusqu'à 5 minutes
2	pour les exécutions de plus de 5 minutes jusqu'à 10 minutes
3	pour les exécutions de plus de 10 minutes jusqu'à 15 minutes
4	pour les exécutions de plus de 15 minutes jusqu'à 20 minutes
5	pour les exécutions de plus de 20 minutes jusqu'à 25 minutes
6	pour les exécutions de plus de 25 minutes jusqu'à 30 minutes
7	pour les exécutions de plus de 30 minutes jusqu'à 40 minutes
8	pour les exécutions de plus de 40 minutes jusqu'à 50 minutes
etc.	

B. Le genre de l'œuvre

1) Pour le calcul des droits pour les œuvres radiodiffusées et télévisées, il est attribué à chaque œuvre un nombre de points suivant le genre (voir ci-dessous tableau de classification).

Pour les œuvres musicales diffusées dans une production audiovisuelle à la télévision, les points sont déterminés en fonction du genre de la production audiovisuelle dans lesquelles elles sont diffusées.

2) A l'exception de la musique didactique, des génériques et jingles, les œuvres musicales qui ont été déclarées sans désignation du genre, se voient attribuer d'office 3 points.

Entrent exclusivement en ligne de compte pour l'attribution de 5 points (jazz) et de 6,5 points (musique classique), les œuvres qui sont déclarées avec dépôt de la partition.

- 3) En ce qui concerne les œuvres déclarées à la Sabam, les droits sont répartis entre tous les ayants droits, conformément aux dispositions du bulletin de déclaration.
- 4) En ce qui concerne les œuvres déclarées à d'autres sociétés de gestion, la répartition se fait conformément à la documentation que la Sabam reçoit de ces sociétés.
- 5) Les textes de commentaires d'introduction, de présentation, de transition, d'interviews, débats, journaux parlés et télévisés, jeux, divertissements divers, textes de simple information ainsi que ceux des sous-titrages et doublages n'entrent pas en ligne de compte pour l'attribution de droits.
- 6) L'attribution des points pour les œuvres diffusées par les organismes (radio et télévision) auprès desquels la Sabam perçoit et répartit des droits se fait suivant le tableau ci-après :

Le genre de l'oeuvre					
Télévision			Radio		
	Productions audiovisuelles (musique incluse)	Programmes audiovisuels	Oeuvres littéraires	Oeuvres musicales	Oeuvres composites ²
5 points +30%¹			Poésie	Musique classique	Opéra-opérette
5 points	Film de fiction Série de fiction Sitcom Documentaire Vidéo d'art Œuvres dramatiques ³ Comédie musicale (cinéma) Opéra - opérette Film d'animation Drame	Concert classique Concert de jazz	Littérature	Jazz	Oeuvres dramatiques
3 points	Soap Clip vidéo Reportage (docusoap inclus) Sketch Film d'entreprise Spot publicitaire	Concert pop Show Magazine Célébration	Texte	Musique légère	Spot publicitaire Sketch (texte + musique)
1 point	Générique visuel	Générique musical Habillage de chaîne Programme de jeu Mire	Texte didactique Texte scientifique	Musique didactique Générique et jingle Musique dans programme de jeu	

¹ C'est-à-dire 6,5 points
² Œuvres radiophoniques pouvant comporter des grands droits (texte) et des petits droits (musique)
³ Terminologie générale: le détail quant au contenu est repris sous l'article 25 C du règlement général 2011

En tout état de cause il sera tenu compte du caractère créatif de l'œuvre. En cas de contestation, le conseil d'administration tranchera le litige.

Article 32

Détermination des droits de représentation et d'exécution au sein des répartitions collectives.

Les droits perçus pour la représentation ou l'exécution publique d'œuvres sont répartis au profit du programme ou groupe de programmes ayant donné lieu à la perception.

A. EMISSIONS DE RADIO (y compris le webcasting, le simulcasting et via l'injection directe)

- 1) Les droits d'exécution pour toutes les œuvres diffusées par la radio sont définis en fonction de la durée de diffusion et du genre des œuvres (voir tableau de classification supra).

Sauf décision contraire du conseil d'administration, le coefficient 0,25 est appliqué aux rediffusions en boucle sur la même chaîne.

Les émissions de nuit (de 1 à 6 h) à la radio sont soumises à un coefficient de 0,50.

Le nombre de points attribués à une œuvre est obtenu en multipliant la durée de l'émission convertie en secondes par le nombre de points en raison du genre de l'œuvre et le cas échéant par un coefficient pour les rediffusions en boucle et / ou les émissions de nuit et / ou par un coefficient en fonction de l'utilisation qui est faite de l'œuvre.

Radio : coefficients d'utilisation - article 32 A	
Musique de fond	points relatifs au genre X 25%
Programme de jeu	toujours 1 point X 20%
Habillage de chaîne	toujours 1 point X 40%
Générique	

En présence d'une œuvre radiophonique composite, le nombre de points obtenus est réparti dans un premier temps entre les parties dans lesquelles apparaissent ou non simultanément « musique et texte ».

Cette répartition s'effectue au prorata de la durée de l'œuvre composite dans laquelle apparaissent simultanément « musique et texte » par rapport à la durée de l'œuvre composite intégrale.

Ensuite, les points attribués à la partie « musique et texte » sont subdivisés selon le schéma ci-dessous :

Radio - article 32 A		
Oeuvres composites	Part musicale	Part texte
Oeuvres dramatiques Opéra - opérette	Selon clé de répartition de l'œuvre	Selon clé de répartition de l'œuvre
Autres oeuvres composites	50%	50%

- 2) Le droit de reproduction et d'utilisation mécanique pour les œuvres diffusées via la radio consiste en un supplément d'un quart des points calculés pour les droits d'exécution, excepté pour les œuvres pour lesquelles ces droits ont été perçus et répartis à la pièce.

B. EMISSIONS TELEVISEES (y compris webcasting, le simulcasting et via l'injection directe)

En cas de perception commune pour toutes les catégories d'œuvres

- 1) Les droits d'exécution pour les œuvres diffusées par les chaînes de télévision (à l'exception des œuvres des arts visuels et de photographie) sont déterminés dans un premier temps en fonction du minutage de diffusion et du genre des œuvres (voir tableau à l'article 31). Sauf décision contraire du conseil d'administration, le coefficient 0,25 est appliqué aux rediffusions en boucle sur la même chaîne.

Productions audiovisuelles

Le nombre total de points attribués à une production audiovisuelle est obtenu en multipliant la durée de la production audiovisuelle convertie en secondes, par le nombre de points en raison du genre de la production audiovisuelle et, le cas échéant, par un coefficient pour les rediffusions en boucle.

Le nombre de points obtenus est réparti dans un premier temps entre les parties de la production audiovisuelle dans lesquelles apparaissent ou non simultanément « musique, texte et images ».

Cette répartition s'effectue au prorata de la durée de la production audiovisuelle dans laquelle apparaissent simultanément « musique, texte et images » par rapport à la durée de la production audiovisuelle intégrale.

Ensuite, les points attribués à la part « musique, texte et images » sont subdivisés selon le schéma ci-après :

Télévision - article 32 B.			
Prod. Audiovisuelle		Part musicale	Part texte et image
Musique et texte et image			
A	Film de fiction Film d'animation Documentaire Vidéo d'art	25%	75%
B	Sitcom Série de fiction Soap Reportage Drame Sketch Film d'entreprise	20%	80%
C	Spot de publicité Générique	40%	60%
Comédie musicale (film)		50%	50%
Clip vidéo		75%	25%
Œuvres dramatiques Opéra - opérette		Selon clé de répartition de l'œuvre	Selon clé de répartition de l'œuvre

Programmes audiovisuels

Le nombre total de points attribués à un programme audiovisuel est obtenu en multipliant la durée de la musique dans un programme audiovisuel convertie en secondes, par le nombre de points en raison du genre du programme audiovisuel et, le cas échéant, par un coefficient pour les rediffusions en boucle et / ou par un coefficient en fonction de l'utilisation qui est faite de l'œuvre.

Télévision : coefficients d'utilisation relatifs aux programmes audiovisuels - article 32 B	
Musique de fond	points relatifs au genre X 25%
Mire	toujours 1 point X 10%
Programme de jeu	toujours 1 point X 20%
Habillage de chaîne	toujours 1 point X 40%
Générique	

- 2) Le droit de reproduction et d'exécution mécanique pour les œuvres diffusées par les chaînes de télévision (à l'exception des œuvres des arts visuels et de la photographie) consiste en un supplément d'un quart des points calculés pour les droits d'exécution, excepté pour les productions ou programmes audiovisuels pour lesquels ces droits sont perçus et répartis à la pièce.

C. RETRANSMISSION PAR CÂBLE, RETRANSMISSION PAR SATELLITE ET INJECTION DIRECTE POUR CE QUI CONCERNE LA PART DU DISTRIBUTEUR

Les droits pour la retransmission par câble, la retransmission par satellite et l'injection directe pour ce qui concerne la part du distributeur sont attribués, par décision du conseil d'administration, aux rubriques de répartition radio et télévision susmentionnées et répartis de la même façon que les droits d'émission primaires (voir supra).

D. EN LIGNE

Les droits pour l'écoute et/ou la vision non-interactive en ligne d'œuvres sont déterminés en fonction de la durée, du nombre total d'exécutions de chaque œuvre et du nombre total d'œuvres qui doivent être prises en compte par répartition collective.

E. APPAREILS MECANIQUES

1) Droits d'exécution

Le nombre de points attribués à une œuvre par programme ou par groupe de programmes est calculé à l'identique des droits généraux, c'est-à-dire, sur base des opérations successives suivantes :

- le nombre d'unités de temps est obtenu en multipliant le nombre d'exécutions de chaque œuvre par la durée d'exécution réelle ou, à défaut, par le coefficient de durée ;
- la somme perçue est divisée par le nombre d'unités de temps de l'ensemble des œuvres ;
- ce résultat est ensuite multiplié par le nombre d'unités de temps de chacune des œuvres prises séparément.

2) Droit d'utilisation mécanique

Il est accordé par œuvre un supplément de 25% des points calculés pour le droit d'exécution.

N'entrent en ligne de compte dans la répartition que les perceptions pour l'utilisation d'œuvres par le biais d'appareils mécaniques qui atteignent un seuil minimum déterminé annuellement par le conseil d'administration.

Les perceptions inférieures à ce minimum sont réparties conformément aux règles de répartition telles qu'approuvées par le conseil d'administration.

F. CINEMAS

Les perceptions effectuées suite aux projections de films sont réparties comme suit :

- 80 % sont attribués au film principal ;
- 20 % sont attribués au film de court métrage.

Dans le cas où aucun film de court métrage n'est projeté en première partie, le film principal reçoit 100 %.

G. DROITS GÉNÉRAUX

Le nombre de points attribués à une œuvre par programme ou groupe de programmes est fixé sur base des opérations successives suivantes :

- le nombre d'unités de temps est obtenu en multipliant le nombre d'exécutions de chaque œuvre par la durée d'exécution réelle ou, à défaut, par le coefficient de durée ;
- la somme perçue est divisée par le nombre d'unités de temps de l'ensemble des œuvres ;
- ce résultat est ensuite multiplié par le nombre d'unités de temps de chacune des œuvres prises séparément.

N'entrent en ligne de compte dans la répartition que les perceptions qui atteignent un seuil minimum déterminé annuellement par le conseil d'administration. Les perceptions inférieures à ce minimum sont réparties conformément aux règles de répartition telles qu'approuvées par le conseil d'administration.

Article 32 bis

EMISSIONS TELEVISEES (Y COMPRIS WEBCASTING, SIMULCASTING ET VIA L'INJECTION DIRECTE)

En cas de perceptions dissociées pour les différentes catégories d'œuvres

1) Les droits d'exécution pour les œuvres diffusées par les chaînes de télévision (à l'exception des œuvres des arts visuels et de photographie) sont déterminés dans un premier temps en fonction du minutage de diffusion et du genre des œuvres (voir tableau à l'article 31). Sauf décision contraire du conseil d'administration, le coefficient 0,25 est appliqué aux rediffusions en boucle sur la même chaîne.

Productions audiovisuelles

Les points attribués à la partie « texte et images » sont obtenus en multipliant la durée de la production audiovisuelle convertie en secondes par le nombre de points en raison du genre de la production audiovisuelle et, le cas échéant, par un coefficient pour les rediffusions en boucle.

Les points attribués aux œuvres musicales insérées dans une production audiovisuelle sont obtenus en multipliant la durée musicale convertie en secondes par le nombre de points en raison du genre de production audiovisuelle dans laquelle les œuvres musicales sont insérées et, le cas échéant, par un coefficient pour les rediffusions en boucle.

Programmes audiovisuels

Les points attribués aux œuvres musicales insérées dans un programme audiovisuel sont obtenus en multipliant la durée musicale convertie en secondes par le nombre de points en raison du genre du programme audiovisuel dans lequel les œuvres musicales sont insérées et, le cas échéant, par un coefficient pour les rediffusions en boucle et / ou par un coefficient en fonction de l'utilisation qui est faite de l'œuvre.

Télévision : coefficients d'utilisation relatifs aux programmes audiovisuels - article 32 bis	
Musique de fond	points relatifs au genre X 25%
Mire	toujours 1 point X 10%
Programme de jeu	toujours 1 point X 20%
Habillage de chaîne	toujours 1 point X 40%
Générique	

2) Le droit de reproduction et d'exécution mécanique pour les œuvres diffusées par les chaînes de télévision (à l'exception des œuvres des arts visuels et de la photographie) consiste en un supplément d'un quart des points calculés pour les droits d'exécution, excepté pour les productions ou programmes audiovisuels pour lesquels ces droits sont perçus et répartis à la pièce.

Répartitions individuelles

Article 33

DROITS DE REPRESENTATION THEATRALE, DROITS DE REPRODUCTION MECANIQUE (Y COMPRIS TÉLÉCHARGEMENTS ET APPLICATIONS INTERACTIVES), DROITS DE REPRODUCTION GRAPHIQUE, DROITS DE REPRODUCTION ET DE RADIODIFFUSION DES ŒUVRES PLASTIQUES ET PHOTOGRAPHIQUES ET CONCERTS QUALIFIÉS

Par répartitions individuelles, il faut entendre la répartition des droits qui ont été perçus par la Sabam en vertu de contrats de licence spécifiques et pour laquelle, au moment de la perception, la Sabam avait connaissance ou pouvait avoir connaissance des œuvres utilisées.

Les droits nets qui sont perçus et/ou attribués pour les modes d'exploitation visés dans cet article, sont répartis, par perception, au prorata entre toutes les œuvres concernées. La répartition interne entre les ayants droit d'une œuvre spécifique est effectuée conformément aux clés de répartition du bulletin de déclaration.

Les dates de répartition des répartitions individuelles récurrentes sont fixées sur décision du conseil d'administration.

En ce qui concerne les droits d'exécution pour les œuvres des arts visuels et de photographie diffusées par les chaînes de télévision, le montant net attribué à cette rubrique de répartition est réparti en fonction de la durée de diffusion et de la nature de l'utilisation de l'œuvre.

Le nombre de points attribués à une œuvre est déterminé en divisant le montant net en droits d'émission attribués à cette rubrique de répartition par le nombre d'œuvres ou de séquences d'œuvres diffusées. Le nombre de points ainsi obtenu est multiplié par un coefficient de durée et éventuellement par un coefficient dépendant de la nature de l'utilisation de l'œuvre.

Le coefficient 1 est appliqué pour une durée d'émission de moins de 10 secondes.
Le coefficient 2 est appliqué pour une durée d'émission de 10 à 20 secondes.
Le coefficient 3 est appliqué pour une durée d'émission de 20 à 30 secondes.
Le coefficient 4 est appliqué pour une durée d'émission de 30 à 40 secondes.
Le coefficient 5 est appliqué pour une durée d'émission de 40 à 50 secondes.

En fonction du caractère de l'utilisation d'une œuvre :

- le coefficient 0,20 avec un maximum de 50 points par œuvre et par an est appliqué pour les émissions d'œuvres dans des génériques ou annonces d'un programme (à l'exception des spots publicitaires) comme décor ou en arrière plan ;
- le coefficient 0,05 avec un maximum de 25 points par œuvre et par an est appliqué pour les émissions d'œuvres en mires.

En fonction de la nature de l'œuvre est appliqué également :

- un coefficient 1 pour les émissions d'œuvres des arts visuels et photographiques ;
- un coefficient 0,50 pour les diffusions de graphismes, logos et œuvres des arts appliqués ;
- un coefficient 0,50 pour les diffusions de cartoons, dessins et dessins d'extraits fixes de bande dessinée.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, un coefficient 0,25 est d'application pour les rediffusions en boucle sur la même chaîne.

La durée de diffusion d'œuvres des arts visuels réalisées par le personnel de l'émetteur n'est prise en compte que pour un montant maximum de 100 points par œuvre et par an. Les droits revenant à l'ayant droit sont calculés en multipliant le nombre de points obtenus par la valeur du point.

LES REPARTITIONS DE DROITS QUI RELEVANT DE LA GESTION COLLECTIVE OBLIGATOIRE LEGALE, A L'EXCEPTION DE LA RETRANSMISSION PAR CABLE ET DE LA COMMUNICATION AU PUBLIC VIA LA TECHNIQUE DE L'INJECTION DIRECTE

Article 34

A. COPIE PRIVEE

Les droits de copie privée sont, sur décision du conseil d'administration, répartis par analogie avec les perceptions ci-après mentionnées.

Entrent en ligne de compte pour la répartition :

- les droits d'émission des radios nationales et locales ;
- les droits de reproduction mécanique pour les supports sonores ;
- les droits des productions et des programmes audiovisuels.

B. REPROGRAPHIE

Les droits pour la reprographie sont répartis aux affiliés de la Sabam sur base des données figurant sur les bulletins de déclaration remplis par les ayants droit ; à savoir :

- genre ;
- année de publication ;
- version (uniquement pour les auteurs) ;
- nombre de pages, nombre de parutions ou le tirage.

Les genres suivants d'œuvres entrent en ligne de compte pour les droits de reprographie :

- 1) en ce qui concerne les auteurs :
 - photos ;
 - autres œuvres visuelles et œuvres d'arts plastiques ;
 - partitions musicales ;
 - textes journalistiques ;
 - textes éducatifs et scientifiques ;
 - textes littéraires ;
 - autres textes.
- 2) en ce qui concerne les éditeurs :
 - livres ;
 - quotidiens ;
 - revues ;
 - partitions ;
 - autres publications.

C. DROIT DE PRET

Sur décision du conseil d'administration, la répartition se fait comme suit :

- les droits relatifs aux livres sont répartis aux auteurs et éditeurs affiliés à la Sabam, par analogie avec les données de publication utilisées pour la reprographie ;
- les droits relatifs aux supports sonores sont répartis par analogie aux ayants droit des œuvres figurant sur les supports sonores vendus en Belgique ;
- les droits relatifs aux supports audiovisuels sont répartis par analogie aux ayants droit des œuvres prises en compte pour la répartition VOD (Video On Demand).

CHAPITRE III

Principes généraux de répartition

Article 35

Au titre du contrôle interne, un rapport flux financiers est établi, qui comporte un aperçu détaillé de l'ensemble des perceptions et paiements de droits.

La répartition des droits part d'un principe selon lequel, à la fin de chaque exercice, le produit net des perceptions effectuées dans chacune des rubriques énumérées ci-après est partagé entre les ayants droit des œuvres exécutées, diffusées, représentées, reproduites et publiées.

Les relevés des œuvres en question sont soit fournis à la Sabam soit établis à sa demande à l'aide d'une technique de reconnaissance des œuvres exécutées, diffusées ou représentées.

Le conseil d'administration fixera et communiquera chaque année le calendrier de toutes les répartitions, soit par un avis figurant dans une publication périodique de la Sabam, soit par une communication sur le site Internet de la Sabam.

La Sabam prend les mesures pour répartir et payer aux ayants droit les droits qu'elle perçoit au plus tard 9 mois à compter de la fin de l'exercice comptable au cours duquel les droits ont été perçus, à moins que des raisons objectives l'empêchent de respecter ce délai.

Concernant les droits venant des sociétés étrangères avec lesquelles la Sabam a un contrat de réciprocité et les droits qui sont transmis à la Sabam par des sociétés de gestion faîtières, la Sabam prend les mesures pour répartir et payer les droits aux ayants droit au plus tard 6 mois après leur réception, à moins que des raisons objectives l'empêchent de respecter ce délai.

La répartition collective des droits d'exécution est effectuée au minimum une fois par an et ceci au moyen de:

- soit, un ou plusieurs paiements anticipés suivis par une répartition définitive (c'est-à-dire le paiement d'un solde éventuel). Les paiements anticipés sont calculés sur base des données « programmes » qui ont été traitées au moment du paiement anticipé et en proportion des droits qui ont déjà été effectivement perçus pour la période de référence.
- soit, une ou plusieurs répartitions définitives successives.

Les droits d'exécution récupérés au terme d'une procédure judiciaire sont ajoutés à la répartition en cours. Ces droits récupérés sont répartis conformément aux règles de répartition qui s'appliquent à la répartition à laquelle ils ont été ajoutés.

A. Les répartitions collectives (droits d'exécution et droit d'utilisation mécanique) :

- 1) Sous réserve de sanctions éventuelles à l'égard d'un ou de plusieurs associés ou encore d'une mesure conservatoire de blocage d'une partie des droits, la répartition des droits ayant trait aux différentes rubriques ci-dessous se fait sur base de :
 - a. la radio : des relevés des œuvres radiodiffusées
 - b. la télévision : des relevés des œuvres télédiffusées
 - c. la retransmission par câble, la retransmission par satellite et l'injection directe pour ce qui concerne la part du distributeur : des relevés des œuvres radio- et télédiffusées
 - d. l'utilisation en ligne non-interactive (écoute et vision en ligne d'œuvres) : la liste des œuvres utilisées fournie par le fournisseur de contenu.
 - e. les appareils mécaniques :
 - des relevés des œuvres exécutées ;
 - des programmes radio ;
 - des chiffres de ventes de supports sonores musicaux ;
 - pour les bourses, les foires commerciales et assimilés : des listes d'œuvres des films d'entreprise pour lesquels les droits de reproduction ont été réglés, et des relevés des vidéogrammes représentés
 - f. les cinémas : des relevés des films projetés.
 - g. les droits généraux : de tous les autres programmes.

En raison des frais onéreux de répartition, certaines rubriques de ces programmes pourront être réparties par sondages ou par analogie sur décision du conseil d'administration.

- 2) Il est tenu une comptabilité séparée pour chacune de ces rubriques de répartition, lesquelles sont réconciliées annuellement avec les rubriques de la comptabilité générale de la Sabam.
- 3) A la fin de chaque exercice, les opérations suivantes sont effectuées :
 - a. Le produit net des perceptions effectuées auprès des usagers publics de câblo-distribution est ajouté, pour 1/4, à la rubrique Radio et pour 3/4 à la rubrique Télévision.
 - b. Le produit net des perceptions effectuées dans les établissements qui utilisent exclusivement, soit un appareil de radio, soit un appareil de TV est ajouté, suivant le cas, à la rubrique Radio ou TV.
 - c. Le produit net des perceptions provenant des établissements qui ont souscrit un contrat combiné pour TV, Radio, ou autres appareils mécaniques est ventilé de la façon suivante :

Radio et TV	1/2 à la rubrique Radio
	1/2 à la rubrique TV
Radio et App. Méc	1/2 à la rubrique Radio
	1/2 à la rubrique App. Méc.
TV et App. Méc.	1/2 à la rubrique TV
	1/2 à la rubrique App. Méc.
Radio, TV et App. Méc.	1/4 à la rubrique Radio
	1/4 à la rubrique TV
	1/2 à la rubrique App. Méc.

Chaque année le conseil d'administration détermine la part à attribuer à d'éventuelles autres rubriques.

B. Détermination du montant disponible pour une œuvre

Une valeur-point est calculée par rubrique au sein de la répartition collective ; à savoir le montant net disponible et collectif de droits à répartir, divisé par le nombre total de points de l'ensemble des œuvres, productions et programmes audiovisuels au sein des rubriques concernées. En multipliant la valeur-point ainsi obtenue par le nombre de points qui a été attribué spécifiquement à une œuvre, production ou programme audiovisuel, on obtient pour cette œuvre, production ou programme audiovisuel, le montant disponible de droits.

C. Détermination de la part d'un ayant droit dans le montant disponible pour une œuvre

La part de chaque ayant droit dans les droits pour une œuvre spécifique est attribuée conformément aux clés de répartition telles que convenues dans le bulletin de déclaration et qui correspondent aux dispositions du règlement général de la Sabam.

D. Application des contrats d'édition et de sous-édition

Si, pour une œuvre déterminée, aucun contrat d'édition n'a été déclaré durant la période de répartition en cours, les droits revenant à cette œuvre seront répartis comme s'il s'agissait d'un manuscrit.

La répartition des droits pour l'exécution ou l'exploitation d'une œuvre déterminée à une date spécifique, est basée sur le contrat d'édition, de co-édition ou de sous-édition en vigueur à ladite date.

Si par contre les droits sont relatifs à une période d'exécution ou d'exploitation plus longue qu'une journée, le contrat couvrant le plus grand nombre de jours de ladite période sera pris en compte.

Les contrats d'édition et de sous-édition déclarés à la Sabam, qui sont conclus pour une durée déterminée avec tacite reconduction restent valables, du point de vue de la Sabam, aussi longtemps qu'elle n'est pas informée par écrit de la résiliation valable de ceux-ci.

Les déclarations de contrats d'édition ou les annonces de leur résiliation faites après la date de la clôture des travaux de répartition telles qu'annoncées par la Sabam sont, du point de vue de la Sabam, prises en compte à partir du premier jour de la prochaine période de répartition.

Article 36

Les programmes qui ont servi à la répartition ainsi que tous les autres documents, extraits de compte et fichiers, relatifs à celles-ci sont conservés pendant 10 ans.

Décomptes

Article 37

Dès que les opérations de répartition sont terminées, chaque associé peut consulter ses décomptes via E- Sabam.

L'envoi par la poste d'un décompte papier est strictement soumis aux conditions cumulatives suivantes :

1. ne pas disposer d'un compte E- Sabam ;
2. le montant à payer doit être égal ou supérieur à 25 € ;
3. le nombre de pages (impression recto/verso) par décompte ne peut être supérieur à 40.

Lorsque ces trois conditions ne sont pas remplies, l'envoi par la poste du décompte aura uniquement lieu sur demande expresse de l'associé. Cette demande doit être renouvelée pour chaque décompte qui ne répond pas aux conditions précitées.

La correspondance des associés et, lorsque cela est autorisé par le règlement général, les décomptes papier sont envoyés en un seul exemplaire aux associés concernés. L'envoi d'un duplicata est fait uniquement sur demande occasionnelle, moyennant le paiement de frais administratifs dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Cet exemplaire sera délivré de manière électronique.

Un ayant droit intellectuel peut demander par écrit que sa correspondance et, lorsque cela est autorisé par le règlement général, ses décomptes soient envoyés à son manager ou que ce dernier ait un droit de regard sur ses décomptes via E- Sabam. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, le manager ne peut pas être l'éditeur de cet ayant droit intellectuel ou encore avoir un lien quelconque avec son éditeur. L'ayant droit intellectuel a l'obligation d'informer la Sabam lorsqu'il ne souhaite plus que ses données soient envoyées à son manager ou que ce dernier ait un droit de regard sur ses décomptes via E- Sabam. Toute demande d'envoi d'un double exemplaire ne peut être qu'occasionnelle et il y sera répondu moyennant le paiement de frais administratifs dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Cet exemplaire sera délivré de manière électronique.

Un éditeur peut demander par écrit que sa correspondance et, lorsque cela est autorisé par le règlement général, ses décomptes soient envoyés à un autre éditeur qui assure l'administration de son catalogue d'édition. L'éditeur aura l'obligation d'informer la Sabam lorsqu'il ne souhaite plus que ses données soient envoyées/mises à disposition online de l'éditeur assurant l'administration de son catalogue d'édition ou que ce dernier ait un droit de regard sur ses décomptes via E- Sabam. Toute demande d'envoi d'un double exemplaire ne peut être qu'occasionnelle et il y sera répondu moyennant le paiement de frais administratifs dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Cet exemplaire sera délivré de manière électronique.

En cas de litige, le conseil d'administration peut différer le versement de tout ou partie des droits jusqu'à ce que les parties se soient mises d'accord, ou qu'une décision judiciaire soit intervenue. Les parties concernées sont informées de la décision de blocage temporaire prise par le conseil d'administration.

La société pourra à l'égard de tout associé débiteur, à titre conservatoire et pour quelque raison que ce soit, surseoir au paiement de ses droits aussi longtemps que ledit associé n'a pas exécuté ses propres obligations.

Par ailleurs, la société peut opérer compensation entre les dettes de l'associé débiteur et les droits lui revenant.

L'associé débiteur sera informé des mesures tant conservatoires que compensatoires prises à son égard par la société.

L'existence d'une contestation ou d'une action judiciaire relative à des obligations d'associé vis-à-vis de la société est sans influence quant aux droits définis au présent article. Ces droits sont réservés à la seule société.

Avances

Article 38

A. Les avances attribuées par la Sabam à ses associés

1) Les droits perçus par la Sabam

À titre exceptionnel, un associé peut recevoir, durant une période de répartition en cours, une avance sur ses droits à verser, et ce pour autant qu'aient été remplies

toutes les conditions objectives telles que définies sur décision du conseil d'administration. Il doit solliciter cette avance par le biais d'un courrier motivé adressé au comité de gestion journalière.

2) Les droits perçus par des sociétés sœurs de la Sabam

Étant donné la longue période entre la date de perception à l'étranger et la date de versement par la Sabam, un associé peut recevoir une avance bien définie sur ses droits provenant de l'étranger si toutes les conditions objectives formulées sur décision du conseil d'administration ont été définies. Il doit solliciter cette avance par le biais d'un courrier motivé adressé au comité de gestion journalière.

B. Les avances attribuées par des éditeurs à des ayants droit intellectuels associés de la Sabam

1) Les avances récupérables sur la part de l'ayant droit intellectuel dans les droits d'exécution et de reproduction mécanique relatifs aux œuvres éditées par l'éditeur original qui a accordé l'avance.

Seuls les éditeurs originaux associés de la Sabam peuvent, dans le cadre d'un contrat d'édition ou de sous-édition, accorder une avance à un ayant droit intellectuel qui est récupérable sur la part de cet ayant droit intellectuel dans les droits d'exécution et de reproduction mécanique, à l'inclusion du droit d'utilisation mécanique des œuvres publiées par l'éditeur original.

L'éditeur est tenu de transmettre au service documentation de la Sabam une copie du contrat d'édition ou de sous-édition, mentionnant expressément le montant de l'avance et dûment signée par l'auteur. Il doit également informer la Sabam par écrit si l'avance a été récupérée.

2) Les avances récupérables sur l'ensemble des droits revenant à l'ayant droit intellectuel.

Les avances accordées par un éditeur original à un ayant droit intellectuel sont récupérées sur l'ensemble des droits revenant à l'ayant droit intellectuel, et ce aux conditions cumulatives suivantes :

- a. la récupération d'avance est accordée moyennant la signature d'une cession de créance qui constitue un acte séparé au contrat d'édition ;
- b. l'acte de cession de créance est valablement daté et dûment signé par l'auteur et l'éditeur ;
- c. la cession de créance spécifie clairement le montant de l'avance versée ;
- d. la cession de créance spécifie explicitement que la récupération de l'avance peut être effectuée sur tous les droits d'auteur de l'ayant droit intellectuel ; à savoir pour toutes ses œuvres ainsi que pour tous les modes d'exploitation et territoires pour lesquels cet ayant droit intellectuel est membre de la Sabam ;
- e. la cession de créance mentionne explicitement que l'éditeur a l'obligation d'informer la Sabam lorsque la créance a été totalement récupérée. Seul l'éditeur sera responsable si la Sabam lui répartit trop de droits parce qu'il ne l'aura pas informée à temps ;
- f. la cession de créance n'occasionne aucune autre condition ou obligation à charge de la Sabam. L'éditeur sera informé par la Sabam du montant des droits d'auteur qu'il reçoit via son seul extrait de compte sans que copie de la correspondance ou des décomptes ne lui soit communiquée.

Toute cession de créance doit être adressée au comité de gestion journalière. Si toutes les conditions objectives stipulées dans ce règlement sont respectées, il sera donné suite à la cession de créance.

Dans le cas où un éditeur ne pourrait pas récupérer l'avance qu'il a accordée du fait de l'absence de droits pour l'ayant droit intellectuel ou pour cause d'une saisie conservatoire ou d'une saisie-exécution sur ses droits ou encore pour cause de fin d'affiliation à la Sabam ou pour tout autre motif, la Sabam ne peut nullement être tenue responsable pour la perte économique subie par l'éditeur. En cas de démission, la Sabam informera les parties concernées.

Article 39

En cas de nouvelle affiliation ou de modification d'affiliation, un associé ne peut prétendre qu'aux droits portant sur la période de répartition en cours au jour de la réception à la Sabam de la demande d'affiliation ou de modification de l'affiliation dûment signée.

Article 40

Pour être recevables, les réclamations doivent être introduites par écrit et endéans les 90 jours calendrier à compter de la date figurant sur les feuillets de la répartition contestée, et ce aussi bien pour les décomptes électroniques fournis via E- Sabam que pour ceux expédiés par voie postale.

Aucune demande d'information ou de rectification ne sera acceptée pour des périodes de plus de 3 ans.

Sous réserve de l'adaptation de la documentation, toute correction pour un montant inférieur à 20 € par œuvre est exclue.

Article 41

Les montants perçus qui ne peuvent être attribués aux ayants droit de manière définitive après un délai de 36 mois à compter de la fin de l'exercice comptable au cours duquel la perception a eu lieu, feront l'objet d'une répartition spécifique annuelle.

Les droits définitivement non répartissables propres à chaque type de répartition seront alloués à tous les ayants droit de la répartition correspondante, et ce au prorata des droits générés durant l'année en cours pour la répartition correspondante.

La répartition de ces sommes fait l'objet, chaque année, d'un rapport spécial du commissaire-reviseur.

Clés de répartition

Article 42

A. Droits de représentation

En ce qui concerne les œuvres dramatiques, dramatico-musicales et chorégraphiques, les ayants droit conviennent librement de la clé de répartition à condition que la part totale du sous- et/ou de l'éditeur original ne dépasse jamais 50% des droits. La part totale revenant aux arrangeurs/adaptateurs/traducteurs est toujours de maximum 16,66%.

B. Droits d'exécution

Les œuvres inédites sont réglées suivant la clé 1 prévue pour les droits d'exécution (voir annexe). Les œuvres éditées sont réglées suivant la clé de répartition 2 (voir annexe), ou en fonction des dispositions du contrat d'édition suivant la clé de répartition 3 (voir annexe).

Les dérogations aux clés de répartition sont autorisées moyennant l'accord de tous les ayants droit concernés par l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, à condition que la part totale du sous- et/ou de l'éditeur original ne dépasse jamais 50% des droits.

La part totale revenant aux arrangeurs/adaptateurs/traducteurs est de maximum 16,66%.

Les arrangements sur le domaine public, à propos desquels la commission arrangements et adaptations sur le domaine public a estimé sur base de critères objectifs qu'ils peuvent être inscrits au répertoire de la Sabam, sont assimilés et traités comme des œuvres originales. Par conséquent, les seuls ayants droit sont, chacun pour leur part, l'arrangeur et/ou l'adaptateur ainsi que l'éditeur pour maximum 50% des droits totaux.

C. Droits de reproduction mécanique

La répartition s'effectue selon les tableaux relatifs aux droits de reproduction mécanique repris dans l'annexe.

Les dérogations à ces clés de répartition sont autorisées moyennant l'accord de tous les ayants droit concernés par l'œuvre qui sont affiliés à la Sabam ou qui ont introduit une demande d'affiliation, à condition que la part totale du sous- et/ou de l'éditeur original ne dépasse jamais 50% des droits.

La part revenant à l'arrangeur, l'adaptateur ou le traducteur est de maximum 10%.

D. Copie privée - Reprographie - Droit de prêt public

La répartition entre les ayants droit s'effectue conformément aux clés de répartition telles qu'elles s'appliquent aux droits de reproduction mécanique.

Article 43

L'arrangeur, l'adaptateur et/ou le traducteur participent à la répartition uniquement si leur version a été utilisée.

S'il n'est pas possible de déterminer quelle version autorisée a été effectivement utilisée, les droits seront attribués à la version originale.

Les auteurs originaux restent toujours intéressés dans toutes les versions.

Règles spéciales concernant les œuvres audiovisuelles

Article 44

Les auteurs conviennent librement de la répartition des droits.

La clé convenue ne peut cependant être telle qu'un ou plusieurs coauteurs de l'œuvre audiovisuelle soient substantiellement lésés par celle-ci.

A défaut d'accord, les clés de répartition suivantes seront appliquées :

1. Séries dramatiques
 - a. réalisateur, auteur du découpage : 30%
 - b. auteur du scénario, auteur de l'adaptation : 30%
 - c. auteur des textes (dialogues et/ou commentaires) : 20%
 - d. auteur de l'œuvre préexistante (livre, pièce de théâtre, ...) ou du concept : 20%
2. Sketches et sitcoms
 - a. réalisateur, auteur du découpage : 20%
 - b. auteur du scénario, auteur de l'adaptation : 30%
 - c. auteur des textes (dialogues et/ou commentaires) : 30%
 - d. auteur de l'œuvre préexistante (livre, pièce de théâtre, ...) ou du concept : 20%
3. Soaps
 - a. réalisateur, auteur du découpage : 15%
 - b. auteur du scénario, auteur de l'adaptation : 35%
 - c. auteur des textes (dialogues et/ou commentaires) : 35%
 - d. auteur de l'œuvre préexistante (livre, pièce de théâtre, ...) ou du concept : 15%

4. Dessins animés et films d'animation
 - a. réalisateur, auteur du découpage : 25%
 - b. auteur du scénario, auteur de l'adaptation : 25%
 - c. auteur des textes (dialogues et/ou commentaires) : 12,5%
 - d. auteur de l'œuvre préexistante (livre, pièce de théâtre, ...) : 12,5%
 - e. auteur graphique de l'animation : 25%
5. Films de fiction, documentaires et autres œuvres audiovisuelles
 - a. réalisateur, auteur du découpage : 40%
 - b. auteur du scénario, auteur de l'adaptation : 25%
 - c. auteur des textes (dialogues et/ou commentaires) : 15%
 - d. auteur de l'œuvre préexistante (livre, pièce de théâtre, ...) : 20%

Règles d'application

- Au sein de chaque catégorie, les coauteurs conviennent librement de la clé de répartition qui sera appliquée.
- S'il s'agit d'un scénario original, la part d revient à l'auteur du scénario (part b).
- Si l'auteur du scénario ou l'auteur de l'adaptation (part b) est également l'auteur des textes, il reçoit aussi la part c.
- Si d'autres auteurs peuvent, dans des cas exceptionnels, également être considérés comme des coauteurs de l'œuvre audiovisuelle, tous les auteurs conviennent de commun accord d'une clé de répartition.
- Par concept ou "bible", on entend le sujet de la série télé, une description des caractères, les situations conflictuelles de base et le genre.

CHAPITRE IV

Contrôle des programmes

Article 45

Les programmes qui ont été pris en compte pour la répartition de droits peuvent être consultés au siège de la Sabam, pendant les heures de bureau, sur simple demande écrite de l'ayant droit concerné et à une date convenue avec les services de la Sabam.

Il est strictement interdit d'enlever des programmes des dossiers, de modifier leur classification, de les emporter, de les photographier, de les photocopier ou de les reproduire de quelque manière que ce soit.

Sous réserve de la possible imposition de sanctions telle que prévue dans les statuts, l'associé qui ne respecte pas les dispositions du présent article peut se voir refuser temporairement ou définitivement l'accès aux programmes pour vérification.

CHAPITRE V

Dispositions finales

Article 46

Toutes autres dispositions antérieures du règlement général sont abrogées. Les textes français et néerlandais font également foi.

Sauf décision contraire prise par l'assemblée générale, toute modification au règlement général entrera en vigueur le premier janvier qui suit l'assemblée générale.

Sauf décision contraire prise par l'assemblée générale, les modifications aux règles de répartition pour les droits de représentation ou d'exécution seront applicables à toutes les représentations ou exécutions publiques ayant lieu à partir du premier janvier qui suit l'assemblée générale qui les a adoptées.

ANNEXE

Clés de répartition

Droits d'exécution

Clé 1: Œuvres inédites

Clé 2: Œuvres éditées

AYANTS DROIT			PART	AYANTS DROIT			PART
Compositeur	C		100%	Compositeur	C	66,67%	
				Editeur	E	33,33%	
Compositeur	C		83,34%	Compositeur	C	50%	
Arrangeur	AR		16,66%	Arrangeur	AR	16,66%	
				Editeur	E	33,34%	
Compositeur	C		50%	Compositeur	C	33,34%	
Auteur	A		50%	Auteur	A	33,33%	
				Editeur	E	33,33%	
Compositeur	C		41,67%	Compositeur	C	25%	
Arrangeur	AR		16,66%	Arrangeur	AR	16,66%	
Auteur	A		41,67%	Auteur	A	25%	
				Editeur	E	33,34%	
Compositeur	C		41,67%	Compositeur	C	25%	
Auteur	A		41,67%	Auteur	A	25%	
Adaptateur	AD		16,66%	Adaptateur	AD	16,66%	
				Editeur	E	33,34%	
Compositeur	C		41,66%	Compositeur	C	25%	
Arrangeur	AR		8,33%	Arrangeur	AR	8,33%	
Auteur	A		41,67%	Auteur	A	25%	
Adaptateur	AD		8,33%	Adaptateur	AD	8,33%	
				Editeur	E	33,34%	
Auteur	A		100%	Auteur	A	66,67%	
				Editeur	E	33,33%	
Auteur	A		83,34%	Auteur	A	50%	
Adaptateur	AD		16,66%	Adaptateur	AD	16,66%	
				Editeur	E	33,34%	
				Musique de film:			
				Compositeur		66,67%	
				Producteur pour autant qu'il soit éditeur de la musique de film		33,33%	

Clé 3: Œuvres éditées
(50/50 sans participation d'arrangeur)

AYANTS DROIT		PART
Compositeur	C	50%
Editeur	E	50%
Compositeur	C	25%
Auteur	A	25%
Editeur	E	50%
Compositeur	C	18,75%
Auteur	A	18,75%
Adaptateur	AD	12,50%
Editeur	E	50%
Auteur	A	50%
Editeur	E	50%
Auteur	A	33,34%
Adaptateur	AD	16,66%
Editeur	E	50%

Droits de reproduction mécanique

1. Œuvres protégées dans leur forme originale

Les clés de répartition relatives aux droits de reproduction mécanique sont également d'application à la copie privée ainsi qu'au droit de location et de prêt.

Clé 1 : Œuvres inédites

Clé 2 : Œuvres éditées

AYANTS DROIT			PART	AYANTS DROIT			PART
Compositeur	C		100 %	Compositeur	C		50 %
				Editeur	E		50 %
Compositeur	C		90 %	Compositeur	C		50 %
Arrangeur	AR		10 %	Arrangeur	AR		10 %
				Editeur	E		40 %
Compositeur	C		50 %	Compositeur	C		25 %
Auteur	A		50 %	Auteur	A		25 %
				Editeur	E		50 %
Compositeur	C		40 %	Compositeur	C		25 %
Arrangeur	AR		10 %	Auteur	A		25 %
Auteur	A		50 %	Arrangeur	AR		10 %
				Editeur	E		40 %
				Compositeur	C		20 %
				Auteur	A		20 %
				Arrangeur	AR		10 %
				Editeur	E		50 %
Compositeur	C		50 %	Compositeur	C		25 %
Auteur	A		40 %	Auteur	A		15 %
Adaptateur	AD		10 %	Adaptateur	AD		10 %
				Editeur	E		50 %
Compositeur	C		40 %	Compositeur	C		25 %
Arrangeur	AR		10 %	Arrangeur	AR		10 %
Auteur	A		40 %	Auteur	A		15 %
Adaptateur	AD		10 %	Adaptateur	AD		10 %
				Editeur	E		40 %
Auteur	A		100 %	Auteur	A		50 %
				Editeur	E		50 %
Auteur	A		90 %	Auteur	A		40 %
Adaptateur	AD		10 %	Adaptateur	AD		10 %
				Editeur	E		50 %
				Musique de Film :			
				Compositeur			80 %
				Producteur pour autant qu'il soit éditeur de la musique de film			20 %

2. Œuvres protégées en sous-édition**3. Œuvres de non-sociétaires en sous-édition**

AYANTS DROIT			PART	AYANTS DROIT			PART
Ay. dr. Origin.			50 %	Sous-Editeur			100 %
Sous-Editeur	SE		50 %				
Ay. dr. Origin.			50 %	Sous-Adaptateur			10 %
Sous-Adaptateur	SA		10 %	Sous-Editeur			90 %
Sous-Editeur	SE		40 %				
Ay. dr. Origin.			50 %	Sous-Arrangeur			10 %
Sous-Arrangeur	SAR		10 %	Sous-Editeur			90 %
Sous-Editeur	SE		40 %				
Ay. dr. Origin.			50 %	Sous-Arrangeur			10 %
Sous-Arrangeur	SAR		10 %	Sous-Adaptateur			10 %
Sous-Adaptateur	SA		10 %	Sous-Editeur			80 %
Sous-Editeur	SE		30 %				

**STATUT CONFEDERAL
DE LA SOUS-EDITION D'ŒUVRES MUSICALES
(AVEC OU SANS TEXTE)**

CODIFICATION correspondant au DOCUMENT CISAC/34.079 ET ANNEXEE, comme telle, au contrat type de représentation réciproque entre sociétés de droits d'exécution publique.

Paris, 1968

I. OBJET

Le Statut confédéral de la sous-édition d'œuvres musicales (avec ou sans texte) - adopté dans sa forme primitive par l'assemblée de l'ex-Ile Fédération lors du Congrès de Stockholm (1938), complété et modifié à diverses reprises notamment au cours du Congrès de Londres (1947), de l'assemblée confédérale de Paris (1949), des congrès d'Amsterdam (1952), de Hambourg (1956), de Knokke-Le Zoute (1958) et de Vienne (1968) - règle, par des dispositions communes, la répartition des quotes-parts des redevances de droit d'exécution publique revenant, dans le cas de sous-édition d'une œuvre musicale avec ou sans texte (1), aux intéressés membres des sociétés de droits d'exécution publique qui sont MEMBRES OU MEMBRES TECHNIQUES de la CISAC.

II. SOUS-EDITEURS - ADMISSIBILITE DE LA SOUS-EDITION

1. Ne peut être considérée comme sous-éditeur, aux fins de répartition par les sociétés précitées, que la personne (physique ou morale) qui, ayant acquis d'un éditeur étranger par contrat le droit de confectionner des exemplaires d'une œuvre et de les mettre en circulation, réédite la musique et, éventuellement, le texte d'une œuvre musicale. Toutefois, en matière de cession de droits d'exécution de musique de film entre éditeurs de musique de nationalité différente, il est admis - étant donné que l'édition de ladite musique n'est pas commercialement possible par le cessionnaire (éditeur, membre par ailleurs de la société répartissante ou d'une société représentée par elle) - que les sociétés des pays compris dans la cession considèrent ledit cessionnaire comme sous-éditeur.
2. En aucun cas, la cession globale d'un catalogue ne saurait être reconnue comme constituant automatiquement le cessionnaire en qualité de sous-éditeur dudit catalogue dans son intégralité : ledit cessionnaire ne pourra se prévaloir de cette qualité que s'il satisfait aux conditions prévues sous chiffre (1) ci-dessus.
3. La question de savoir, aux fins du présent Statut, si une sous-édition est admissible dans un pays donné sera résolue, en ce qui concerne ce pays, par la société nationale intéressée suivant ses propres règles en la matière.
4. A défaut de reconnaissance, par application des règles ci-dessus, de la qualité de sous-éditeur à une personne (physique ou morale), celle-ci pourra être reconnue comme <<agent de propagande>> si elle satisfait aux conditions prévues ci-après au Paragraphe IV, chiffre 1.

(1) En ce qui concerne "les cessions à temps d'œuvres en vue de la sous-édition", l'assemblée fédérale de Knokke-Le Zoute (1958) (ex-Ile Fédération) prit la délibération suivante, telle que modifiée ensuite à Vienne (1968) par le conseil d'administration :

"considérant ... que les cessions à temps pour des périodes très courtes, comme on en constate de nombreux cas, sont de nature à entraîner pour les sociétés de complications fréquentes dans la répartition et, par conséquent, un accroissement des frais de service,

"conseille aux sociétés de n'accepter de déclarations de cessions afférentes à des catalogues entiers ou à des œuvres individuelles qu'à la condition qu'elles soient conclues pour une période minimum de deux ans".

Voir aussi la première partie de cette délibération relative à "l'arrivée à expiration d'un contrat de cession à temps" (sous-édition) [ACTES DU CONGRES DE KNOKKE-LE ZOUTE (1958), p. 60].

III. QUOTES-PARTS DES DIVERS AYANTS DROIT DE LA SOUS-EDITION (1)

A. Seules formules de répartition applicables

- Les déclarations de cession et contrats de sous-édition doivent exprimer *en fractions ou en pourcentages* la répartition des redevances dont il a été convenu.
- Cette répartition peut se faire selon plusieurs formules, à savoir :

1. Auteur et compositeur originaux		6/12	(50 %)	de la totalité des droits produits par l'œuvre sous-éditée
Editeur original	a)	4/12	(33,33 %)	
	b)	3/12	(25 %)	
	c)	2/12	(16,66 %)	
Sous-éditeur	a)	2/12	(16,66 %)	
	b)	3/12	(25 %)	
	c)	4/12	(33,33 %)	

Une quote-part maximum de 2/12 (16,66 %) pourra être déduite en faveur du sous-auteur et/ou du sous-arrangeur, s'il y a, de la quote-part précitée de 6/12 (50 %) prévue pour les auteurs et compositeurs originaux.

2. Auteur et compositeur des originaux		6/12	(50 %)	de la totalité des droits produits par l'œuvre sous-éditée
Sous-éditeur		6/12	(50 %)	

L'application de cette formule de répartition implique nécessairement que l'éditeur original ne participe pas à la répartition de l'œuvre sous-éditée; par ailleurs, l'utilisation de cette formule requiert obligatoirement le consentement de la société de l'éditeur original ou, à défaut, du compositeur original. Une quote-part maximum de 2/12 (16,66 %) pourra être déduite en faveur du sous-auteur et/ou sous-arrangeur, s'il y a, de la quote-part précitée de 6/12 (50 %) prévue pour les auteurs et compositeurs originaux.

(1) En ce qui concerne "l'affectation des parts non sociales d'une œuvre", il y a lieu de rappeler la délibération suivante, homologuée par l'assemblée fédérale du Bùrgerstock (1960) (ex-IIe Fédération) :

"rappelle que les parts des ayants droit non membres de la société répartissante ou d'une des sociétés représentées par elle doivent être intégralement affectées à la masse de la répartition, de façon à établir une égalité absolue entre les nationaux et les étrangers, en excluant notamment l'affectation desdites parts à des membres d'une société (éditeurs ou auteurs) ou à des fonds spéciaux dont les nationaux seraient les seuls bénéficiaires,

"invite les sociétés fédérées à rechercher les moyens de supprimer, autant que possible, l'existence des parts non sociales en acceptant, par exemple, à titre d'adhérents, des ayants droit ne remplissant pas encore les conditions prévues dans les statuts et règlements de chaque société pour devenir sociétaires".

["RECUEIL DES DECISIONS ... (1952/1962)", texte n° 671, p. 373]

N.B. - Les contrats de cession intervenant en matière de droits d'exécution de musique de film entre éditeurs de musique de nationalité différente étant des contrats d'ordre purement économique (le sous-éditeur étranger cessionnaire n'ayant aucune action dans le domaine de l'édition de la musique de film) il est recommandé que les sociétés n'acceptent de telles cessions que dans la limite d'une quote-part maximum de 3/12 (25 %) des droits totaux en faveur du sous-éditeur étranger cessionnaire.

B. Nouvelle sous-édition autorisée par un sous-éditeur (1)

Dans le but d'éviter aux sociétés les complications et les dépenses entraînées par la répartition de sous-éditions autorisées par les sous-éditeurs, les nouvelles sous-éditions, dans ce cas, devront être réglées par des *accords directs* conclus entre le premier sous-éditeur et les sous-éditeurs autorisés par lui, de telle manière que la société répartissante n'ait à attribuer de quotes-parts qu'aux ayants droit originaux de l'œuvre et aux seuls ayants droit de la sous-édition valable sur son territoire d'exercice. Les sous-éditions autorisées par les sous-éditeurs, comme il est dit au présent alinéa, sont portées à la connaissance de la société à laquelle appartient l'œuvre originale (2).

(1) Etant précisé que l'éditeur substitué est considéré comme un éditeur original.

(2) Voir également la délibération prise par l'assemblée fédérale de Knokke-Le Zoute (1958) (ex-Ile Fédération), telle que modifiée ensuite à Vienne (1968) par le conseil d'administration, sur "les cessions à temps de répertoires en vue de la sous-édition" qui "conseille aux sociétés de n'accepter de déclarations de cessions afférentes à des catalogues entiers ou à des œuvres individuelles qu'à la condition qu'elles soient conclues pour une période minimum de deux ans".

[*"RECUEIL DES DECISIONS ... (1952-1962)"*, texte n° 615, p. 305]

IV. AGENTS DE PROPAGANDE

1. Peut être considérée comme agent de propagande la personne (physique ou morale) qui n'a acquis d'un éditeur original par contrat que le droit de mettre en circulation des exemplaires d'une œuvre et de participer comme tel au produit des exécutions publiques de cette œuvre.
2. La cession globale d'un catalogue ne constitue le cessionnaire en qualité d'agent de propagande que s'il satisfait aux conditions prévues sous chiffre 1 ci-dessus.
3. La question de savoir, aux fins du présent Statut, si un agent de propagande peut participer au produit de répartition d'une œuvre dans un pays donné sera résolue, en ce qui concerne ce pays, par la société nationale intéressée suivant ses propres règles en la matière.

V. QUOTE-PART DES AGENTS DE PROPAGANDE (1)

1. Il est admis que les sociétés intéressées règlent d'un *commun accord* la part des droits à attribuer à l'agent de propagande.
2. Il est recommandé toutefois que la quote-part maximum de l'agent de propagande n'excède pas 25 % des droits totaux. En aucun cas, elle ne pourra excéder celle prévue au présent Statut en faveur du sous-éditeur.

(1) Délibération homologuée par l'assemblée fédérale de Knokke-Le Zoute (1958) (ex-Ile Fédération) :

"... le texte du projet voté par le Congrès exprime que le règlement de la part de droits à attribuer à l'agent de propagande ne pourra avoir lieu que d'un commun accord entre les sociétés intéressées; qu'il s'agit évidemment aussi des sociétés des pays où la propagande a lieu ;

"que, en cette matière, ce texte a toute la souplesse nécessaire pour permettre la rémunération de la propagande dont l'importance ne saurait être niée dans la vie moderne,

"que, d'autre part, le concours indispensable de la volonté de chacune des sociétés intéressées à la fixation de la rémunération de l'agent de propagande constitue une garantie suffisante que ladite rémunération se maintiendra toujours dans des limites admissibles ..."

["RECUEIL DES DECISIONS ... (1952-1962)", texte n° 615, p. 305]

VI. ACCORD DES SOCIETES INTERESSEES

1. La répartition du revenu afférent à l'œuvre sous-éditée aura lieu sur l'accord des sociétés des éditeurs intéressés.
2. La société du sous-éditeur qui, dans un délai de trois mois, n'aurait pas obtenu de réponse de la part de la société de l'éditeur original aura la faculté de répartir l'œuvre d'après le contrat dans les limites du présent Statut. Est toutefois réservé l'accord ultérieur pouvant intervenir entre les sociétés en question, étant entendu que, en pareil cas, il n'y aura pas lieu de revenir sur les répartitions en cours ou déjà achevées.
3. A défaut d'accord sur les conditions de la sous-édition entre les sociétés des éditeurs intéressés - l'autorisation de sous-édition n'étant pas contestée - dans le but d'éviter aux sociétés non intéressées à l'œuvre sous-éditée d'avoir à garder en réserve les droits y afférents pendant un temps indéterminé et pour leur permettre de se libérer valablement envers les sociétés qui ont un intérêt dans ladite œuvre il est admis que les règles de répartition applicables à ladite œuvre seront celles indiquées par la société du compositeur original, et ce jusqu'à ce qu'un accord sur les conditions de la répartition intervienne s'il est possible entre les sociétés intéressées, mais il n'y aura plus de mise en réserve sur demande des parts contestées en cette matière (1).

(1) Voir, en ce qui concerne " le blocage des droits en cas de désaccord entre deux sociétés sur les modalités de répartition d'une œuvre mixte", la délibération homologuée par l'assemblée fédérale de Knokke-Le Zoute (1958) (ex-Ile Fédération).

["RECUEIL DES DECISIONS ... (1952/1962)", texte n° 623, p. 321]